

cyberpresse.ca

LA PRESSE

LA PRESSE EN HAÏTI

« CE VOTE EST LE PIRE DES DÉSASTRES »

Une journée d'élections chaotique racontée par notre envoyée spéciale. **AGNÈS GRUDA** PAGES A2 ET A3

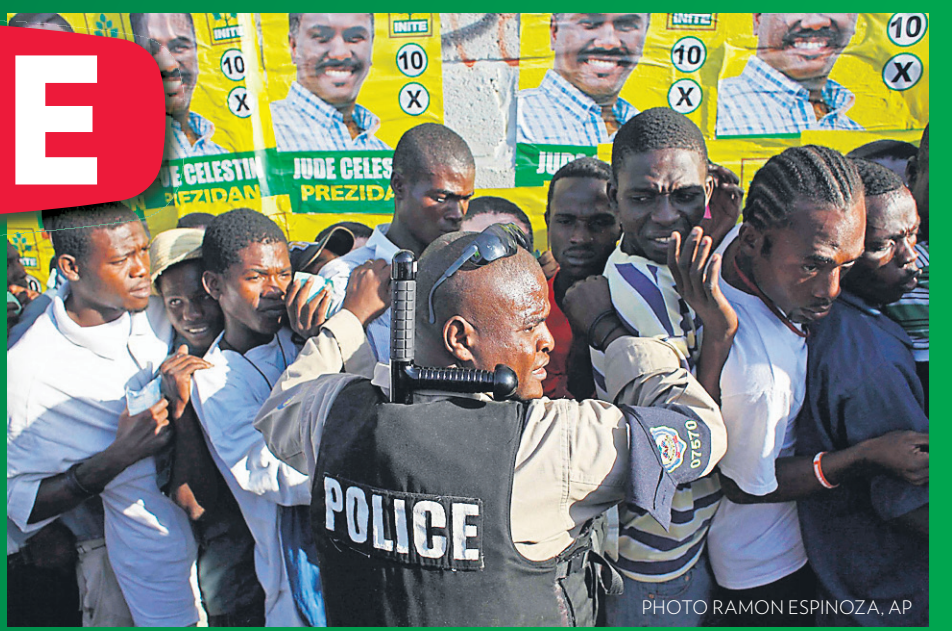


PHOTO RAMON ESPINOZA, AP

COUPE GREY  ALOUETTES 21 |  ROUGHRIDERS 18

Ben Cahoon, dont c'était peut-être le dernier match, soulève le précieux trophée en compagnie de Shea Emry.
PHOTO RYAN REMIORZ, PC

ET VLAN!

Les Alouettes remportent à l'arraché un deuxième titre de suite face à la Saskatchewan.
SPORTS PAGES 1 À 3



LA PIONNIÈRE XEROX
LA PRESSE AFFAIRES MAGAZINE
INDIENS INC.
LA PRESSE AFFAIRES MAGAZINE
52 PAGES COULEUR

WIKILEAKS LES AMBASSADES AMÉRICAINES DANS L'EMBARRAS

RAZ-DE-MARÉE DIPLOMATIQUE À WASHINGTON

NICOLAS BÉRUBÉ À LOS ANGELES
RICHARD HÉTU À CHICAGO

PAGE A14

NOS EXCLUSIVITÉS

REVENUS DU TABAC

La lutte contre la contrebande fait effet.

DENIS LESSARD
PAGE A11



SABLES BITUMINEUX

Le lobbyisme d'Ottawa contraire à l'avis d'Environnement Canada.

MALORIE BEAUCHEMIN PAGE A6

Procès PKP-Lafrance: une disgrâce

YVES BOISVERT
PAGE A5

LES DEUX CORÉES DÉSAMORCER LA CRISE



PHOTO ANDY WONG, AP

Les tensions entre les deux Corées ne s'estompent guère depuis le bombardement d'une île sud-coréenne par la Corée du Nord la semaine dernière. La Chine a appelé hier six pays, dont les États-Unis, à venir à Pékin pour une ronde de négociations, mais l'invitation est restée lettre morte à Washington.
Sur notre photo, deux militaires dont une jeune soldate en poste sur la frontière entre la Chine et la Corée du Nord.

NOS INFORMATIONS PAGE A15



Mon clin d'œil **STÉPHANE LAPORTE**
Où va-t-on après avoir gagné la Coupe Grey? À Disneyworld? Non, au Château Lacombe d'Edmonton!

Venez voir mon blogue! cyberpresse.ca/laporte

Planchers Harwood

L'expert à consulter pour vos planchers et vos escaliers!

- Plancher de bois franc canadien préverni, à partir de 2,49\$/pi²
- Plancher flottant européen de qualité, à partir de 0,85\$/pi²
- Plancher en bois exotique de première qualité, à partir de 4,69\$/pi²

450-424-5334 980, av. St-Charles, Vaudreuil-Dorion, sortie 35, autoroute 40, à droite

Benjamin Moore 

Vaste sélection en stock de planchers de bois franc, planchers flottants, linoléums et céramique.

à des prix imbattables!



LES HAÏTIENS VOTENT DANS LA PAGAILLE

CHAOS ÉLECTORAL

Des électeurs incapables de trouver leur nom sur la liste électorale. Des manifestants qui expriment leur rejet du régime en place : « Nous ne voulons plus du pouvoir du choléra ! » Haïti a connu une journée de vote chaotique, hier. L'opposition a dénoncé « la fraude massive qui est en train de se commettre » et appelé à l'annulation des élections. Mais pour l'heure, il n'est pas question d'invalider le scrutin.



AGNÈS GRUDA
ENVOYÉE SPÉCIALE

HAÏTI

PORT-AU-PRINCE — Les bureaux de vote n'avaient pas encore fermé leurs portes, hier, quand des milliers de partisans du chanteur Michel Martelly, candidat à la présidence d'Haïti, se sont mis en marche vers le centre de la capitale en dansant dans une atmosphère de carnaval.

« Jude Célestin donne de l'argent, mais moi, j'ai voté pour Martelly », scandait la foule, en faisant allusion au dauphin du président René Préval, à qui on reproche d'avoir tenté d'acheter l'appui des électeurs.

Quelques heures plus tôt, 12 des 18 candidats à la présidence, y compris toutes les figures de proue de l'opposition, dont Michel Martelly et la favorite des sondages, Mirlande Manigat, avaient réclamé l'annulation du vote et la tenue de nouvelles élections.

Dans une rare déclaration unanime, ces politiciens ont dénoncé « la fraude massive qui est en train de se commettre dans tout le pays et dans la majorité des centres de vote. »

Ils ont reproché au Conseil électoral provisoire, responsable de l'organisation du scrutin, d'avoir « trafiqué »



Des manifestants ont saccagé un bureau de vote à Grande Riu Du Nord.

PHOTO ASSOCIATED PRESS

les élections, en accord avec le gouvernement de René Préval. Et ils ont appelé la population à manifester pacifiquement en faveur d'un « Haïti nouveau ».

Les élections d'hier sont un « désordre organisé par l'État pour garder les gens dans la misère », a lancé Michel Martelly en quittant l'hôtel Caribe où avait eu lieu la conférence de presse.

« Après le tremblement de terre et le choléra, ce vote est le

répondi, citant le parti du président René Préval.

Vote de rejet

Voilà qui résume bien l'atmosphère qui régnait hier à Port-au-Prince, où l'on sentait un engouement enthousiaste pour le candidat à la tête chauve, Michel Martelly. Mais où dominait surtout le rejet massif du régime en place, désormais associé à l'épidémie de choléra qui a fait plus de 1600 morts depuis cinq semaines.

« Je suis très fier, Michel Martelly est un homme généreux, il donne à manger aux gens, moi, j'ai déjà joué au football avec lui, vous imaginez Jude Célestin jouer au football? » a demandé un des manifestants, Marvin Petitfrère, qui exultait au point d'embrasser les passants.

Le climat de fête qui régnait hier à Port-au-Prince n'avait rien à voir avec les manifestations violentes qu'Haïti a connues la semaine dernière.

Les élections d'hier sont un « désordre organisé par l'État pour garder les gens dans la misère », a lancé Michel Martelly, candidat à la présidence et figure de proue de l'opposition.

pire des désastres », a dénoncé un autre candidat de l'opposition, Leslie Voltaire.

« Le parti du pouvoir a dépensé des millions pour gagner ces élections, alors que les gens ont faim. Nous voulons la démocratie », s'est exclamée une femme croisée sur la route montant vers l'hôtel Caribe.

Pour qui avait-elle voté? « Mon vote est secret, mais je peux vous dire que j'ai voté contre Inité », a-t-elle

Les manifestants ont arraché des dizaines d'affiches de Jude Célestin, qui avait tapissé la ville de son visage souriant, rayé d'une moustache. Hier après-midi, des centaines de ces affiches jonchaient les rues de la capitale.

En début d'après-midi, le chanteur Wyclef Jean, dont la candidature à la présidence a été rejetée par le Conseil électoral, a rejoint la camionnette de Michel Martelly qui a défilé devant une population en liesse.

Il n'y avait ni pierres ni pneus brûlés. Mais ailleurs au pays, on a rapporté quelques explosions de violence. À Jacmel, des partisans de Michel Martelly et de Jude Célestin se sont affrontés à coups de pierres. Dans plusieurs villes, des boîtes de scrutin ont été vidées dans la rue. Plusieurs bureaux de vote ont été saccagés et deux personnes ont été tuées dans des affrontements à Aquin, près de la ville des Cayes, selon la presse locale.

Dans la capitale, les manifestants se sont dirigés vers un bureau du Conseil électoral, des pierres ont été lancées et la manifestation a finalement été dispersée au moyen de gaz lacrymogènes.

Vote chaotique

Ces incidents sont survenus à l'issue d'une journée de vote chaotique. D'innombrables électeurs ne parvenaient pas à trouver leur nom sur la liste électorale et ne savaient pas dans quel bureau de scrutin ils devaient voter.

« Je n'ai pas trouvé mon nom, je ne pourrai pas voter », pestait Dalia, rencontrée à la sortie du bureau de vote du Lycée français, dans Pétienville, une demi-heure avant la fermeture du bureau de scrutin.

Un autre électeur, Paul Ismerand, a passé des heures à chercher son nom lui aussi. Il a fini par le trouver. « Moi, j'ai voté contre ce gouvernement. Nous ne voulons plus du pouvoir du choléra! »

Louis Smith s'est rendu tôt hier matin au lycée Sainte-Anne, à Cité-Soleil, célèbre bidonville de Port-au-Prince, où il devait travailler comme scrutateur. « Je suis arrivé à 3 h du matin, mais je me suis rendu compte que ma place avait été prise », a-t-il déploré.

Pas question d'annulation

Avec le déroulement chaotique du vote, les dénonciations de fraude et l'appel au report de l'élection, le Conseil électoral provisoire a fini par admettre qu'il y avait eu des problèmes dans une centaine de centres de vote. Mais pas question d'annuler l'élection, le Conseil n'ayant pas reçu de demande formelle en ce sens.

La veille du vote, le chef de la mission d'observation de l'Organisation des États américains, Colin Granderson, a dit prendre au sérieux les rumeurs dénonçant les changements de dernière minute sur les listes de superviseurs des bureaux de vote. Mais dans l'ensemble, il a dit faire confiance aux « verrous » que le Conseil électoral avait instaurés contre la fraude.

La conférence de presse au cours de laquelle la mission de l'OEA devait faire ses premières observations, hier, a été annulée après l'appel à la suspension du scrutin. La mission a déployé 118 observateurs internationaux pour suivre le vote dans environ 11 000 bureaux de scrutin.

2020 Rue de la Montagne, Montréal.

CHÂTEAU D'IVOIRE

JOAILLIERS



CHATEAUDIVOIRE.COM

LA SIMPLICITÉ DANS L'INNOVATION



LUMINOR 1950 MARINA 3 DAYS AUTOMATIC. Mouvement mécanique à remontage automatique, calibre P9000, 2 barillets, réserve de marche de 3 jours. Étanche à 300 mètres. Boîtier en acier Ø 44 mm. Boucle en acier.

PANERAI
LABORATORIO DI IDEE.
www.panerai.com

CHÂTEAU D'IVOIRE

JOAILLIERS • JEWELLERS

2020 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL: (514) 845-4651
SANS-FRAIS: 1-888-883-8283
WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM

SOMMAIRE

Amusez-vous!	ARTS 5
Astrologie du jour	AFFAIRES 10
Décès	AFFAIRES 10
Forum	A 16 ET 17
Horaire télévision	ARTS 4
Loteries	A 12
Monde	A 14 ET 15
Personnalité	AFFAIRES 12
Petites annonces	AFFAIRES 4 ET 9
Sudoku	AFFAIRES 4

Météo

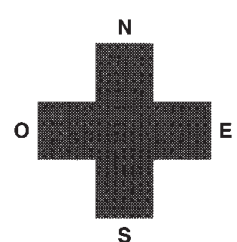
Ensoleillé et vents légers, maximum 5, minimum 0. AFFAIRES 9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?

commentaires@lapresse.ca



Croix-Rouge canadienne
Division du Québec

En tout lieu. En tout temps.

1 800 592-7649
www.croixrouge.ca

LES HAÏTIENS VOTENT DANS LA PAGAILLE



PHOTOS MAXIME CORNEAU, COLLABORATION SPÉCIALE

Le Conseil électoral provisoire a fini par admettre hier qu'il y avait eu des problèmes dans une centaine de centres de vote.



Le chanteur Wyclef Jean (à gauche), dont la candidature a été rejetée par les autorités, accompagné le candidat Michel Martelly lors d'une manifestation à Port-au-Prince, hier.



D'innombrables électeurs ne parvenaient pas à trouver leur nom sur la liste électorale et ne savaient pas dans quel bureau de scrutin ils devaient voter.

« Inité a pris toutes les places »

AGNÈS GRUDA

PORT-AU-PRINCE — Vendredi dernier, le député québécois Benoît Charette a assisté à la livraison de tout le matériel électoral au Lycée de Pétionville, qui devait servir de bureau de scrutin, hier.

Samedi, M. Charette, qui fait partie d'une mission d'observation de l'Organisation internationale de la

francophonie, s'est rendu au même centre pour voir si tout se passait bien. À sa grande surprise, le responsable du bureau n'avait pas la moindre idée de l'endroit où se trouvait l'équipement électoral.

La suite de sa mission s'est déroulée à l'avenant. Il a visité des bureaux de vote dans différents quartiers de Port-au-Prince. « Dans une très grande proportion, les électeurs ne

trouvaient pas leur nom sur la liste, ils criaient au scandale », a-t-il rapporté hier.

De notre côté, nous avons visité six centres de vote, dans Cité-Soleil, dans la banlieue de La Plaine et à Pétionville. Partout, des gens couraient en vain d'un bureau à l'autre, alors que leur nom ne figurait sur aucune liste.

La tension était forte, au lycée Sainte-Anne de Cité-

Soleil, quand des mandataires de partis, chargés de surveiller le vote, se sont rendu compte que leur place avait été prise. Non seulement ils ne pouvaient plus suivre le déroulement de l'élection, mais en plus, il leur était impossible de voter.

« Je ne peux pas faire mon travail de mandataire, ici, Inité (parti de René Prével) a

pris toutes les places », a dit Jean Daniel Saint Hilaire.

« Inité a rempli tous les bureaux », a crié un autre mandataire écarté, François Amos. À un moment, tout le monde hurlait dans le bureau de vote, ce qui a créé un vacarme insupportable.

Tous ces accrocs justifient-ils que l'on efface le vote d'hier et que l'on reparte à zéro? « Je comprends l'extrême méfiance à l'égard d'un processus qui n'a pas servi la démocratie », a dit Benoît Charette, qui ne va cependant pas jusqu'à attribuer la pagaille électorale à une action délibérée du gouvernement Prével.

« Désolant et préoccupant »

La communauté haïtienne montréalaise a suivi de près le scrutin

CATHERINE HANDFIELD

Gaston Charles attendait des clients hier après-midi dans une station de taxis du Vieux-Montréal. Comme la plupart des chauffeurs d'origine haïtienne, il suivait le déroule-

ment des élections en direct à la radio ethnique montréalaise CPAM.

Lorsque *La Presse* l'a abordé, il venait tout juste d'apprendre que 12 candidats avaient réclamé l'annulation du scrutin en raison des « fraudes »

et des « irrégularités » visant, selon eux, à favoriser Jude Célestin, candidat du président sortant René Prével.

« Ce n'est pas bon, ça, ce n'est pas bon, a-t-il laissé tomber en hochant la tête de gauche à droite. Ça fait longtemps que le processus démocratique est installé en Haïti, mais force est de constater que ce n'est toujours pas une vraie démocratie. »

Il rappelle que les élections législatives de 2000 en Haïti, gagnées par le parti de l'ex-président Jean-Bertrand Aristide, ont également été entachées d'allégations de fraude.

« C'est la même chose qui continue, a-t-il déploré. René Prével est proche d'Aristide, et maintenant, il veut que son candidat soit élu. On ne

peut accepter ça. La communauté internationale doit le dénoncer. »

La démocratie haïtienne est encore précaire, convient Frantz Benjamin, membre actif de la communauté haïtienne montréalaise. « Dans un pays comme Haïti, où tout le monde est unanime sur la faiblesse de toutes les institutions, il est clair que la démocratie est encore un processus et qu'on n'y est pas encore », a-t-il dit.

« Vers un réel changement »

Selon lui, les élections devraient inciter les institutions et les organismes présents en Haïti à réfléchir sur leur façon d'intervenir. « Et le peuple haïtien devrait participer à cet exercice-là », a-t-il souligné.

Claudiel Toussaint, membre actif de la communauté et gestionnaire à la Ville de Montréal, qualifie la situation actuelle de « désolante » et « préoccupante ».

Si les allégations de fraude s'avèrent, dit-il, il s'agirait d'un échec pour les institutions électorales haïtiennes, pour le pouvoir en place, mais aussi pour les pays étrangers qui ont investi des millions en Haïti.

Aussi imparfait soit-il, le scrutin d'hier constitue malgré tout un « passage obligé » vers un réel changement en Haïti. « Le pouvoir actuel a atteint ses limites dans la gestion de la crise du séisme de janvier. Il faut faire place à un renouveau économique, culturel, institutionnel, social et psychologique. »

ACTUALITÉS

VICTOIRE DES ALOUETTES EN FINALE DE LA COUPE GREY

Les fans montréalais tenus en haleine jusqu'à la fin

DAPHNÉ CAMERON

La finale de la 98^e Coupe Grey a tenu les partisans des Alouettes en haleine hier soir, et ce, jusqu'à la toute fin du match. L'équipe montréalaise l'a finalement emporté 21 à 18 sur les Roughriders de la Saskatchewan au terme d'une partie qui aura été serrée jusque dans les dernières minutes de jeu.

« Ce fut un match vraiment excitant, je suis resté sur le bout de ma chaise toute la soirée », a résumé Costa Moshopoulos, fan des Alouettes qui a assisté au match dans un bar du centre-ville avec

res minutes de jeu. Environ trois minutes avant la fin du match, les Roughriders ont répliqué en marquant six points, puis un autre, ce qui a fixé le pointage 21 à 18. L'équipe québécoise est toutefois parvenue à garder son avance et a remporté la Coupe Grey pour une seconde année consécutive.

« C'était une partie avec des hauts et des bas. Même si je les considère comme la meilleure équipe, les Alouettes sont toujours imprévisibles lors des matchs de la Coupe Grey », a lâché Michael Palmorino, qui s'est décrit comme un véritable fan. « S'ils avaient

« C'était une partie avec des hauts et des bas. Même si je les considère comme la meilleure équipe, les Alouettes sont toujours imprévisibles lors des matchs de la Coupe Grey ». — Michael Palmorino, un fan des Alouettes de Montréal

une centaine de partisans déchaînés. « Remporter le championnat de la LCF est une excellente nouvelle pour Montréal, d'autant plus que les Canadiens n'ont rien gagné depuis près de 20 ans! »

Un match serré

La partie entre les Alouettes et les Roughriders a effectivement été serrée durant toute la soirée. À la mi-temps, le score était de 11 à 8 pour l'équipe de la Saskatchewan. Les Oiseaux ont entamé le quatrième quart à égalité, avec un pointage de 11 à 11.

« C'est un bon match, mais je suis un peu angoissé par rapport à l'issue de la partie », a laissé tomber Yanick Roussel, peu avant la pause de la mi-temps. « On vit d'espoir et on reste positifs, mais tout ce qu'on peut faire en ce moment, c'est de mettre cela entre les mains du Seigneur! »

Les prières des fans montréalais auront finalement été exaucées. Après avoir maintenu l'égalité durant le troisième quart, les Alouettes sont parvenues à devancer leurs rivaux de 10 points dans les 15 derniè-

perdu, je crois que j'aurais mis une semaine à m'en remettre. Cette année, j'ai acheté des billets de saison et j'ai seulement manqué une partie. C'est un peu comme si je faisais partie de l'équipe. »

« Le Québec est football! » a ajouté un autre partisan, Dean Kalaidjian. « Avec Québec qui remporte la Coupe Vanier et Montréal la Coupe Grey pour une deuxième année consécutive, c'est vraiment une année extraordinaire pour le sport. »

Grâce à une finale enlevante, les Alouettes de Montréal ont également parvenues à recruter de nouveaux fans, hier, comme Thomas Huriaux, Belge arrivé au Québec il y a quelques mois. « Je découvre le sport, a-t-il expliqué. Pour l'instant, c'est l'ambiance que je trouve extraordinaire, mais franchement je pense peut-être devenir un fan. »

Au moment de mettre sous presse, le Service de police de la Ville de Montréal ne recensait aucun incident.

✚ AUTRES TEXTES DANS LE CAHIER DES SPORTS, PAGES 1 À 3



PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE


Les prières des fans montréalais auront finalement été exaucées. Après avoir maintenu l'égalité durant le troisième quart, les Alouettes sont parvenues à devancer leurs rivaux. Ils ont remporté le match 21 à 18.




PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

Des partisans des Alouettes avaient déjà le cœur à la fête au Peel Pub de Montréal en début de soirée hier.

A: Vous
DE: Acura



ACURA
DEVANT.
acuraquebec.ca



CSX 2010 *i-TECH*

PRIX DE VENTE RÉVISÉ
23 985\$

TRANSPORT, PRÉPARATION ET TAXE SUR CLIMATISATEUR INCLUS


INCLUANT UN RABAI À L'ACHAT DE **5000\$**

1000\$ RABAI DES FÊTES INCLUS SUR TOUS LES MODÈLES ACURA

90 JOURS SANS PAIEMENTS
SUR FINANCEMENT À L'ACHAT*

TSX 2010


MOTEUR V6



RABAI À L'ACHAT JUSQU'À **7000\$**

INCLUANT **1000\$** RABAI DES FÊTES SUR TOUS LES MODÈLES ACURA

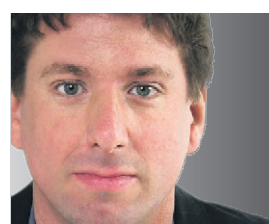
TL 2010 AVEC *SH-AWD*



ACURA MÉTROPOLITAIN 5625, boul. Métropolitain, St-Léonard 514 362-2872 :: ACURA BROSSARD 9100, boul. Taschereau, Brossard 450 659-1616 :: LUCIANI ACURA 4040, rue Jean-Talon O., Montréal 514 340-1344
ACURA DE LAVAL 2500, boul. Chomedey Laval 450 682-4050 :: ACURA PLUS 255, boul. de la Seigneurie, Blainville 450 435-4455 :: ACURA GABRIEL 4648, boul. Saint-Jean, Dollard-des-Ormeaux 514 696-7777

L'acheteur avisé lit les petits caractères. * Les rabais de 5 000\$/7 000\$/7 000\$ sont applicables sur le prix d'achat avant les taxes sur les modèles Acura CSX 2010 (FDSE7AKNX), TSX V6 2010 (CU4F4A) et TL Tech avec SH-AWD 2010 (UA9E5AK) respectivement. Le rabais des Fêtes de 1000 \$ est valide sur les modèles 2010 et 2011. Cette offre s'applique aux livraisons au détail pour usage personnel seulement des modèles neufs achetés et livrés entre le 15 novembre et le 30 novembre 2010 chez les concessionnaires Acura participants et ne peut être combinée avec des taux subventionnés au financement ou à la location. Le PDSF initial pour le CSX est de 28 985 \$ (incluant les frais de transport et d'inspection pré-livraison et la taxe sur le climatiseur). Les frais d'immatriculation, d'assurance et les taxes sont en sus et seront exigés à la livraison. Le concessionnaire peut vendre à plus bas prix. Les offres peuvent changer sans préavis. Le concessionnaire peut devoir échanger un véhicule. Valable sur les véhicules en inventaire seulement. Offres valides pour les résidents du Québec seulement chez les concessionnaires participants Acura du Québec. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire Acura pour tous les détails. * L'offre Acura paiement pendant 90 jours ne s'applique qu'aux offres de financement sur les tout nouveaux modèles Acura 2010 et 2011 achetés et livrés avant le 31 décembre 2010. Offre disponible que par l'entremise de Services financiers Honda, sur approbation de crédit. Les paiements mensuels sont suspendus pour 90 jours à partir de la date de signature du contrat. Les contrats seront prolongés en conséquence. Les frais d'intérêts (si applicables) n'augmenteront pas durant les 60 premières journées du contrat. Après ces 60 journées, les intérêts (si applicables) commenceront à augmenter et l'acheteur devra rembourser le capital et les intérêts (si applicables) mensuellement d'après les conditions du contrat, mais pas avant un délai de 90 jours après la signature du contrat. Offres valides jusqu'à épuisement des stocks ou jusqu'au 31 décembre 2010 et sujettes à changement sans préavis. Le concessionnaire peut vendre, louer ou financer à prix moindre.

Procès PKP-Lafrance: une disgrâce



**YVES
BOISVERT**
CHRONIQUE

Consacrer deux semaines du précieux temps de la Cour supérieure à déterminer ce que « voyou » veut dire et si c'est un mot qui fait de la peine, c'est déjà une aberration.

N'y a-t-il pas un problème de délais devant nos tribunaux, ne voyez-vous pas tous ces gens qui font la queue pour obtenir justice? Pendant ce temps, dans le procès PKP-Lafrance, on entend un éminent linguiste deviser sur la place des mots dans une phrase.

Je laisse pour l'instant le fond de l'affaire de côté, en attendant qu'un jugement soit rendu dans cette poursuite en diffamation de Pierre Karl Péladeau contre Sylvain Lafrance. Je m'intéresse à la manière.

Le juge Claude Larouche, qui préside cette affaire hautement médiatique d'une façon chaotique, fait honte à toute la magistrature. Les avocats de Pierre Karl Péladeau ont bien raison de s'indigner.

Le juge Claude Larouche, qui préside cette affaire hautement médiatique d'une façon chaotique, fait honte à toute la magistrature. Les avocats de Pierre Karl Péladeau ont bien raison de s'indigner.

Au départ, le juge Larouche a signifié sans gêne que ses collègues juges n'avaient pas voulu entendre ce procès et que l'affaire lui était tombée dessus, faute de volontaire. Ça commence bien!

Il a commencé par des commentaires et des observations

intempestives, a rabroué PKP quant à ses opinions sur les subventions à Radio-Canada. « En quoi ça vous dérange, vous? Vous ne voulez pas qu'on lui en donne du tout? »

D'après les journalistes présents, c'était dit sur un ton plutôt impatient. Rien pour demander à un juge de se récuser, mais une petite saute d'humeur inutile et malvenue. Il y en a qui ne peuvent pas s'empêcher de penser tout haut.

Puis, la semaine dernière, voici le juge qui arrive en salle d'audience en citant la une de deux magazines où apparaît Pierre Karl Péladeau – *L'actualité* et *La Semaine*.

Et le juge de reprocher à M. Péladeau d'avoir utilisé



Pierre Karl Péladeau et sa conjointe Julie Snyder, à leur sortie du palais de justice de Montréal.

il a fallu faire venir les éditeurs de ces périodiques pour expliquer les réalités de la vie au juge Larouche. *L'actualité* appartient à Rogers, *La Semaine* à Claude J. Charron, et il n'y a pas beaucoup d'amitié entre ces gens-là et PKP...

Depuis quand un juge se mêle-t-il d'introduire de la preuve de son propre chef dans un procès? Et sans rien vérifier, le voici qui accuse le demandeur? Ce jour-là, le juge Larouche s'est discrédité définitivement.

Comme si ce n'était pas assez, l'avocat principal de M. Péladeau, James Woods, a perdu sa sœur jeudi dernier. Il a demandé qu'on reporte la cause à ce matin, parce qu'il doit s'occuper des funérailles. Une demande tout ce qu'il y a de plus correct, que n'importe quel juge aurait acceptée. Mais le juge Larouche l'a refusée. Que la cause continue avec le collègue de M^e Woods, a-t-il dit.

Certes, la cause est presque finie, il ne reste que la fin de la plaidoirie de Sylvain Lafrance

et, peut-être, une réplique de PKP. Mais M. Péladeau a le droit d'être représenté par son avocat jusqu'à la fin – sans rien enlever à celui qui l'assiste, James Woods est un des plaideurs les plus réputés en ville. Finalement, il a accepté la remise, mais non sans manifester sa mauvaise humeur.

Il ne manque pourtant pas de juges qualifiés à la Cour supérieure pour entendre ce procès. Une cause parmi les plus simples, en plus, où on ne réinventera pas le droit. Il n'y a pas tant de causes civiles suivies par les médias dans une année (on couvre essentiellement les jugements, rarement les audiences, contrairement aux affaires criminelles). Est-ce trop demander au juge en chef qu'il trouve un juge monstrable à la télévision quand c'est le cas?

Le juge Larouche doit dire ce matin s'il se récuse, comme le demande l'avocat de Pierre Karl Péladeau. On devine que c'est une demande très déli-

cate à faire, qui ne fait pas très plaisir aux juges, surtout si elle arrive à la toute fin du procès.

Alors, si le juge accorde la requête, il faudra tout reprendre devant un autre juge? Et s'il ne se récuse pas et qu'il finit d'entendre la cause (aujourd'hui, probablement), que dira la Cour d'appel?

Dans une équipe de hockey, le coach connaît ses joueurs. Dans une cour, le juge en chef connaît ses juges. On a envoyé Georges Laraque pour les tirs de barrage. Pas une bonne idée.

Le plus ironique, c'est que cette affaire arrive au moment où cette cour n'a peut-être jamais été aussi obsédée de compétence, d'organisation, d'efficacité, si soucieuse de gérer les dossiers rigoureusement, de réduire les délais.

Voilà qui, au contraire, nous fait reculer dans un folklore judiciaire qu'on croyait révolu.

Pour joindre notre chroniqueur: yves.boisvert@lapresse.ca



Pour plus d'information, visitez www.porsche.ca/jamaishiverner

Frissons garantis.

Très peu d'expériences sont aussi exaltantes que de conduire une Porsche. Alors pourquoi vous priver de ce plaisir lorsque la température chute? Avec la transmission intégrale intelligente livrable sur dix-sept modèles Porsche et des pneus d'hiver de performance spécialement conçus disponibles chez votre centre Porsche, vous pouvez bénéficier d'un exceptionnel niveau de motricité, de contrôle et de sécurité en conduite hivernale. Maintenez l'euphorie de conduite d'une Porsche tout au long de l'année.

Les modèles Porsche. À partir de 54 000 \$*.

Ne Jamais Hiverner.

Automobiles E. Lauzon

2455 boulevard Chomedey
Laval, QC H7T 2W5
(450) 688-1144

Porsche Prestige

3535 Côte-de-Liesse
Ville St-Laurent, QC H4N 2N5
(514) 356-7777

Qué-Bourg Auto

7777 boulevard Henri-Bourassa
Charlesbourg, QC G1H 3G1
(418) 626-7777



PORSCHE

*Incluant crédits monétaires canadiens. Prix de détail suggéré par le fabricant pour le Boxster, avec crédits monétaires canadiens jusqu'à 4 000 \$ pour le Boxster; jusqu'à 4 500 \$ pour le Cayman; jusqu'à 9 000 \$ pour la 911; jusqu'à 7 000 \$ pour le Cayenne; jusqu'à 10 500 \$ pour la Panamera. Doit prendre livraison au détail de nouveaux modèles éligibles 2010/2011 en date du 30 novembre 2010. Tous les prix de détail suggérés par Porsche excluent les taxes, et les frais d'enregistrement, d'immatriculation et du concessionnaire. Prix effectif fixé par le concessionnaire. © 2010 Automobiles Porsche Canada, Ltée. Porsche recommande le port de la ceinture de sécurité et le respect du code de la route en tout temps.

POLITIQUE

SABLES BITUMINEUX

Le lobbyisme d'Ottawa contraire à l'avis d'Environnement Canada

EXCLUSIF

MALORIE BEAUCHEMIN

OTTAWA — La croisade d'Ottawa pour réduire la portée de la loi américaine sur les combustibles propres, laquelle pourrait nuire à l'industrie canadienne des sables bitumineux, était planifiée, concertée et coordonnée, et ce, contre l'avis de fonctionnaires d'Environnement Canada.

C'est ce que révèlent des documents obtenus par des groupes environnementalistes en vertu de la Loi d'accès à l'information, et que *La Presse* a obtenus.

Une série de courriels échangés entre fonctionnaires des Affaires étrangères, de l'ambassade canadienne à Washington, de l'industrie pétrolière et du ministère de l'Environnement, à l'hiver 2008, démontre comment a été conçue la stratégie adoptée par Ottawa pour s'assurer que la section 526 de la Loi sur la sécurité et l'indépendance énergétiques des États-Unis, adoptée en 2007, ne s'applique pas au pétrole issu des sables bitumineux.

« Puisque la section 526 pourrait avoir un impact négatif

sur l'exportation des sables bitumineux aux États-Unis, il est nécessaire d'élaborer une position canadienne à communiquer aux hauts responsables américains », écrit une responsable du ministère des Affaires étrangères.

Ajoutée à la fin du processus d'adoption de la Loi,

la section 526 prévoit qu'il est illégal pour le gouvernement américain d'acheter, par contrat, du carburant alternatif dont la production émettrait davantage de gaz à effet de serre (GES) que le carburant classique. Ainsi, l'armée américaine ou les services postaux ne pourraient théoriquement plus acheter le pétrole issu des sables bitumineux, puisque celui-ci crée de trois à cinq fois plus d'émissions de GES.

Les discussions entre fonctionnaires portent notamment sur une lettre à écrire aux autorités américaines pour les inciter à exclure les sables bitumineux de la portée de la section 526. Or, on y découvre que les fonctionnaires canadiens de l'ambassade, responsables de la lettre, ont sciemment ignoré les opinions de fonctionnaires d'Environnement Canada.

Lorsque la directrice générale de la division pétrole, gaz et énergie de remplacement d'Environnement Canada, Helen Ryan, a exprimé des réserves sur la stratégie offensive du gouvernement canadien en faveur des sables bitumineux, ses arguments ont catégoriquement été rejetés.

« À la lecture de ces documents, ce qui me frappe, c'est que pas une seule personne au ministère des Affaires étrangères reconnaît que la réduction de la pollution causée par les gaz à effet de serre pourrait être une bonne chose. » — Clare Demerse, directrice associée pour le programme des changements climatiques à l'Institut Pembina

« Dans notre esprit, plus il y a de la pression qui s'accumule sur l'industrie des sables bitumineux pour qu'elle installe des mécanismes de capture et stockage du carbone, mieux c'est, explique M^{me} Ryan dans un courriel daté du 18 février 2008. En d'autres mots, dans une perspective

strictement environnementale, on devrait soutenir une interprétation plus large du concept de "carburant alternatif" dans la section 526. »



PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE

Ajoutée à la fin du processus d'adoption de la loi américaine sur les combustibles propres, la section 526 prévoit qu'il est illégal pour le gouvernement des États-Unis d'acheter, par contrat, du carburant alternatif dont la production émettrait davantage de gaz à effet de serre que le carburant classique.

« C'est tout simplement cinglé », écrit dans un courriel subséquent Paul Connors, alors conseiller en énergie à l'ambassade du Canada à Washington.

Tout au plus, certaines des corrections factuelles apportées par Environnement Canada à la lettre sont prises en considération dans la version finale, notamment qu'il est faux d'affirmer, comme le font les fonctionnaires dans la lettre, que le Canada a adopté des cibles obligatoires contraignantes, ce qu'Ottawa n'a d'ailleurs toujours pas fait en 2010.

Dans un autre courriel, M. Connors encourage les responsables de la société pétrolière Exxon Mobil à « faire connaître leur position » au gouvernement américain dans ce dossier.

La première version de la lettre adressée au département de l'Énergie américain comprend aussi des menaces à peine voilées de représailles en vertu de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), ce à quoi se sont opposés des conseillers juridiques du ministère des Affaires étrangères. La version finale ne contient finalement qu'une allusion à l'ALENA rappelant les liens économiques étroits qui unissent le Canada et les États-Unis.

Pour Clare Demerse, directrice associée pour le programme des changements climatiques à l'Institut Pembina, qui a obtenu ces documents, le contenu de ces échanges démontre que le Canada a fait le pari d'orchestrer une campagne de relations publiques plutôt que d'insister pour que l'industrie améliore ses performances environnementales.

« Le gouvernement du Canada aime dire qu'il harmonise

ses politiques avec celles des États-Unis, note l'environnementaliste. Mais dans ce cas, l'harmonisation semble vouloir dire travailler avec l'administration Bush et les sociétés pétrolières, comme Exxon, pour tenter d'abroger une politique américaine d'énergie propre. »

« À la lecture de ces documents, ce qui me frappe, c'est que pas une seule personne au ministère des Affaires étrangères reconnaît que la réduction de la pollution causée par les gaz à effet de serre pourrait être une bonne chose », conclut-elle.

Près de trois ans après la conception de cette stratégie de lobbyisme, le Canada bénéficie d'un répit dans l'application de la section 526, puisque l'interprétation de cette partie de la Loi sur la sécurité et l'indépendance énergétiques a été amenée devant les tribunaux américains, qui étudient toujours la question.

Jean Lapointe fait ses adieux au Sénat

LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Le sénateur Jean Lapointe délaissera dans une semaine son rôle politique pour retrouver sa passion première, la scène. Et le moment de faire ses adieux au Sénat ne sera pas venu trop tôt pour cet homme qui, tout compte fait, s'est aperçu qu'il n'avait peut-être pas cette vocation.

Nommé au Sénat par l'ancien premier ministre libéral Jean Chrétien, en 2001, Jean Lapointe quittera la Chambre haute à la fin de la semaine, à l'approche de son 75^e anniversaire qu'il célébrera le 6 décembre.

Mais si la Constitution canadienne a choisi pour lui le moment de son départ, le sénateur reconnaît lui-même qu'il ne serait pas resté bien plus longtemps.

Alors qu'il dit avoir des sentiments ambivaux à l'approche de son départ, M. Lapointe a néanmoins peu de bons mots pour la Chambre haute où il a siégé pendant neuf ans et demi, en entrevue avec *La Presse Canadienne*.

Déçu de son passage dans la capitale fédérale, cet artiste



PHOTO PAWEL DWULIT, LA PRESSE CANADIENNE

Jean Lapointe quittera le Sénat à la fin de la semaine, lui qui aura 75 ans le 6 décembre, âge limite pour siéger à la Chambre haute.

« Je n'ai jamais cédé d'un pouce (au moment des votes), j'y suis allé selon ma conscience puis selon mes connaissances. La ligne de parti, je n'en ai rien à cirer. Qu'ils en fassent une, ligne, moi, je ne la connais pas », dit-il d'un ton catégorique.

Le « sénartiste », comme il s'est lui-même baptisé, déplore la lenteur des processus au

Sénat comme à la Chambre des communes.

Et pour cause, après avoir présenté à plusieurs reprises un projet de loi contre les appareils de loterie vidéo dans les bars et les restaurants, M. Lapointe quittera le Parlement sans avoir vu sa proposition adoptée. Prorogations et élections ont chaque fois tué le projet de loi.

S'il se dit déçu, il refuse de voir la chose comme un échec. « Parce que je ne suis pas responsable », note-t-il.

Malgré cela, le sénateur défend le rôle du Sénat. Celui qu'on avait envisagé à la base, du moins. Car selon lui, la récente majorité des conservateurs à la Chambre haute est venue bouleverser l'ordre des choses.

La deuxième Chambre, censée offrir un second regard non partisan, est paralysée, déplore-t-il.

« Je crois sincèrement que jusqu'à ce que les conservateurs prennent le pouvoir, le Sénat était l'ange gardien de la population, des minorités, des démunis », estime M. Lapointe. Mais depuis quel que temps, le Sénat ne débat plus, dénonce-t-il.

Jean Lapointe quitte Ottawa changé. S'il a appris à être patient et à ne plus se prononcer trop rapidement — un trait de caractère qui l'a mal servi à son arrivée au Sénat —, le sénateur dit aussi avoir été ébranlé à un point tel que ses convictions politiques semblent se trouver à un tournant.

S'il se dit « libéral entre parenthèses » depuis des années, ses convictions fédéralistes pourraient avoir été changées par ce dont il a été témoin dans la capitale fédérale. Son idée n'est pas arrêtée, mais M. Lapointe avance qu'il pourrait bien se ranger éventuellement dans le camp de la souveraineté.

« Parce que j'ai été témoin d'une chose très importante ici: les deux solitudes, je les ai vues, je les ai vécues. Je ne suis pas souverainiste pour l'instant, mais il n'est pas dit que je ne le serai pas dans deux ans », laisse-t-il tomber.

Dès janvier, Jean Lapointe retrouvera pour une tournée son premier amour, la scène, et son premier complice, Jérôme Lemay, avec qui il a formé le duo Les Jérolas pendant 15 ans, à partir de 1955.

BOUTIQUE COURIR

Une équipe chevronnée au service de coureurs passionnés

On vous **questionne** sur votre niveau d'activité

On vous **fait courir** dans nos boutiques

On **analyse** l'interaction de votre pied avec le soulier

On **trouve** la chaussure la mieux adaptée à vos besoins

Une boutique sur la Rive-Sud :
1085, chemin Chambly LONGUEUIL • 450 674-4436

Une boutique sur le Plateau-Mont-Royal :
4452, rue Saint-Denis, MONTRÉAL • 514 499-9600

www.boutiquecourir.com

VISA DE DÉPART



LES GRANDS REPORTAGES
CE SOIR 20H

Un documentaire poignant sur les soins en fin de vie.
Un sujet qui soulève des questions éthiques, juridiques et médicales.

POLITIQUE

ÉLECTIONS PARTIELLES AU FÉDÉRAL

Le PC pourrait s'approcher de Toronto

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Les résultats des élections partielles qui auront lieu aujourd'hui dans trois circonscriptions fédérales pourraient conduire le premier ministre, Stephen Harper, à remanier son cabinet d'ici la fin de l'année et avoir une incidence sur la date des prochaines élections générales.

À moins d'un revirement de taille, les conservateurs de Stephen Harper sortiront grands gagnants de ces élections partielles en remportant la victoire dans deux circonscriptions, dont celle de Vaughan, en Ontario, un bastion libéral depuis 1988.

Les deux autres élections partielles ont lieu dans des circonscriptions manitobaines, celle de Winnipeg-Nord, où règne le NPD depuis des décennies, et celle de Dauphin-Swan-River-Marquette, un château fort conservateur.

De ces trois batailles, celle de Vaughan a suscité le plus d'intérêt. D'abord parce qu'il s'agit d'un bastion libéral qui pourrait basculer dans le camp des conservateurs. Ensuite, le premier ministre Stephen Harper a lui-même fait des pieds et des mains pour convaincre un candidat vedette, Julian Fantino, ancien chef de la Police provinciale de l'Ontario, de représenter les conservateurs. Enfin, même le très controversé commentateur sportif de la CBC, Don Cherry, a mis son grain de sel en appuyant la candidature de M. Fantino. Il a enregistré un message téléphonique encourageant les électeurs à se ranger derrière l'ancien chef de police le 29 novembre.

Il a d'ailleurs été révélé, la semaine dernière, que les libéraux de Michael Ignatieff ont aussi courtisé M. Fantino pour qu'il porte les couleurs du Parti libéral, mais sans succès.

Alors qu'ils appréhendent une défaite dans Vaughan, les libéraux ont passé les deux dernières semaines à mettre en doute l'intégrité de M. Fantino à la Chambre des communes en critiquant notamment le



Le candidat conservateur Julian Fantino, ancien chef de la Police provinciale de l'Ontario, est le favori pour remporter l'élection dans Vaughan, bastion libéral de la région de Toronto.

refus de la Police provinciale de l'Ontario de publier ses dépenses liées à la tenue des sommets du G8 et du G20 dans la région de Toronto. Ils ont aussi vertement dénoncé la décision de M. Fantino de

éventuelle contestation du leadership de Michael Ignatieff. Ils refusent ainsi de faire un parallèle entre cette défaite prévue dans Vaughan et celle survenue dans Outremont il y a trois ans. Dans ce dernier

Mais il n'y pas de comparaison à faire avec la défaite à Outremont. Il faut se rappeler que des élections partielles portent beaucoup sur des enjeux locaux. On ne peut pas tirer de conclusions nation-

Les résultats des élections d'aujourd'hui pourraient donner des ailes aux conservateurs et réduire l'appétit de l'opposition de vouloir provoquer la chute du gouvernement au moment du vote sur le prochain budget, en mars. Si tel est le cas, les conservateurs pourraient continuer à gouverner sans anicroche pour encore quelques mois.

ne pas participer aux débats entre les candidats durant la campagne.

Victoire concédée

En privé, les libéraux concèdent la victoire, mais ils minimisent l'importance de cette percée attendue des conservateurs dans la grande région de Toronto. Ils ont aussi affirmé que cela ne sera pas une bougie d'allumage d'une

cas, le néo-démocrate Thomas Mulcair avait fait mordre la poussière au candidat libéral Jocelyn Coulon lors d'une élection partielle en septembre 2007. Cette défaite avait provoqué une remise en question du leadership du chef de l'époque, Stéphane Dion, dont il ne s'est jamais véritablement remis.

« Nous allons perdre la circonscription de Vaughan.

les à partir de ces partielles. À preuve, René Lévesque n'a jamais gagné une élection partielle », a affirmé un stratège libéral sous le couvert de l'anonymat.

Michael Ignatieff s'est rendu à quelques reprises dans la circonscription de Vaughan afin de donner un coup de pouce à son candidat Tony Genco. Mais la notoriété du candidat conservateur rend une victoire

libérale hautement improbable. En outre, l'ancien député libéral Maurizio Bevilacqua, qui a quitté la scène fédérale en septembre pour se faire élire à la mairie de Vaughan en octobre, a décidé de rester neutre dans cette élection partielle.

Stephen Harper a aussi fait une visite dans la circonscription afin d'appuyer son poulain qui, selon toute vraisemblance, accèdera au cabinet s'il remporte la victoire dans un remaniement ministériel qui devrait avoir lieu d'ici la fin décembre ou au début de janvier 2011.

Remaniement en vue

M. Harper, qui a déjà demandé à tous ses ministres s'ils comptent briguer de nouveau les suffrages aux prochaines élections générales, doit modifier la composition de son cabinet afin de pallier la perte de Jim Prentice à l'Environnement. Ce dernier a démissionné le mois dernier pour accepter la vice-présidence de la CIBC. En optant pour un remaniement, M. Harper pourra préparer son équipe ministérielle en prévision d'une possible campagne électorale au printemps.

Mais les résultats des élections partielles d'aujourd'hui pourraient donner des ailes aux conservateurs et réduire l'appétit des partis de l'opposition de vouloir provoquer la chute du gouvernement minoritaire de Stephen Harper au moment du vote sur le prochain budget, en mars. Si tel est le cas, les conservateurs pourraient continuer à gouverner sans anicroche pour encore quelques mois.

Dans les deux autres partielles, d'aucuns s'attendent à ce que le candidat néo-démocrate Kevin Chief remporte la victoire dans Winnipeg-Nord, bien que le candidat libéral Kevin Lamoureux ait réussi à rendre la bataille intéressante. Dans Dauphin-Swan-River-Marquette, le conservateur Robert Sopuck devrait l'emporter sans difficulté sur ses principaux adversaires, le libéral Christopher Scott Sarma et la néo-démocrate Denise Harder.

ÉMISSION SPÉCIALE DE 2 HEURES

FORUM MOURIR DANS LA DIGNITÉ

ANNE-MARIE DUSSAULT

24 HEURES EN 60 MINUTES
DEMAIN 19H



Radio-Canada.ca/2460

Qu'est-ce que mourir dignement ? 24 HEURES EN 60 MINUTES se penche sur cette question complexe qui touche toute la population.

ACTUALITÉS

Éclair dans la ville



MARIE-CLAUDE
LORTIE
CHRONIQUE

Imaginez-vous dans un centre commercial, par un samedi brun de novembre. De la mauvaise musique en conserve joue en trame sonore. La cuisine de la «foire alimentaire» où vous êtes arrêté est aussi inintéressante. Dénaturée. Sans saveur. Et puis. Et puis une dame qui a l'air de parler au cellulaire se met à chanter le *Messie* de Handel, suivie d'un autre gars, un mal rasé en kangourou. Suivent toute une bande de gens qui ont l'air déconnecté mais, en fait, finit-on par comprendre, font tous partie d'une chorale. La chorale de Niagara. Et tous sont en train de chanter le *Messie* de Handel entre Arbys, A & W, les tables en mélamine et sous les néons...

Cette scène, vous pouvez la voir aisément en allant sur YouTube. La vidéo virale de cet événement circule allègrement depuis sa mise en ligne, il y a quelques jours. Je suis tombée sur elle car un lecteur m'a envoyé le lien. Et je suis tombée sur le dos en la regardant.

Le 13 novembre, pendant que des milliers et des milliers de gens s'apprêtaient à aller faire leurs premières courses de Noël beiges, dans

des centres commerciaux beiges, portés par un esprit des Fêtes beige, dans une foire alimentaire de Welland, près de Niagara, on chantait Handel.

La chorale de Niagara n'est certainement pas la seule à faire ce genre d'exercice,

Voilà maintenant une dizaine d'années que ces «flash mobs» se multiplient et que, de Pampelune à Liverpool, en passant par Valence, Milwaukee et Montréal, on danse, on chante en public, on surprend tout le monde et on illumine ainsi le gris d'un jeudi ou d'un petit mardi.

appelé couramment *flash mob* ou «mobilisation éclair» en français. Jennifer Blaikeley, de Alphabet Photography, qui a organisé l'événement pour en faire une carte de Noël vidéo pour ses clients, en avait vu de toutes sortes sur le web. Mais jamais elle ne croyait vivre un moment aussi magique. «Au début, les gens avaient l'air vraiment surpris et je crois que plusieurs devaient penser que la première chanteuse, Stephanie, était un peu folle. Quand ça s'est terminé, plusieurs étaient en larmes.»

Voilà maintenant une dizaine d'années que ces *flash mobs* se multiplient et que, de Pampelune à Liverpool, en passant par Valence, Milwaukee et Montréal, on danse, on chante en public, on surprend tout le monde et on illumine ainsi le gris d'un jeudi ou d'un petit mardi. Baladez-vous sur YouTube, vous trouverez des événements de toutes les sortes, notamment une grande chorégraphie enjouée à la gare d'Anvers, dansée sur une chanson de *La Mélodie du bonheur*, et une comédie musicale dans un centre commercial à Los Angeles.

blements de la Révolution orange, en Biélorussie, à une gigantesque bataille d'oreillers sur le square Dorchester à Montréal.

Aux États-Unis, on accorde souvent à l'organisme Improv Everywhere, lancé en 2001, la naissance de ces «missions» sans autre but apparent qu'apporter joie et émerveillement. On pense notamment à une intervention à la gare centrale de New York où environ 200 personnes se sont immobilisées, figées, pendant cinq minutes, devant le regard des autres passants ahuris. Séances de shopping

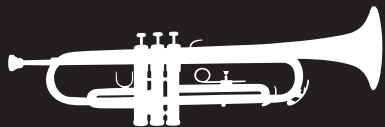
de l'Opéra de Montréal, en septembre dernier, au marché Jean-Talon. Là encore, allez sur YouTube voir les visages des clients du marché, qui ne s'y attendent aucunement et entendent soudainement l'air le plus célèbre de *La Traviata*, «Brindisi», chanté par un étudiant en art lyrique, juste à côté d'eux, entre les poireaux et les tomates...

«On a organisé ça dans un esprit de démocratisation et de sensibilisation à l'art», explique Michel Beaulac, directeur artistique de l'Opéra. Ce qu'on voulait, c'est que les gens sachent que l'Opéra, c'est leur opéra, qu'il leur est accessible, que les portes sont ouvertes à tous et qu'on n'a pas besoin d'un bac en musique pour apprécier.»

Car s'il est facile de voir comment on peut installer une œuvre d'art devant un immeuble ou comment on peut peindre un échangeur de toutes sortes de couleurs, parfois on oublie à quel point l'art peut descendre dans la rue et transformer la ville avec des moments de beauté. Bref, en la faisant vivre autrement. Surtout quand l'espace choisi est inattendu. Surtout quand l'espace choisi est à mille lieues des terrains traditionnels de créativité. Comme un centre commercial.

«Montréal mérite un Opéra», m'expliquait Michel Beaulac, qui en a fait un slogan. Montréal mérite aussi encore plus de mobilisations éclair qui transforment si joliment et doucement la ville, un instant à la fois.

EN PRIMEUR CE SOIR...

ARTS
SPECTACLES

LA PRESSE

LA VIE OFFRE BIEN PLUS QU'UNE VOLVO. APRÈS UNE VIE ENTIÈRE À NE RIEN RISQUER, IL EST TEMPS DE JOUER. C'EST LA RAISON D'ÊTRE DE LA VOLVO D'ENFER.



VOICI LA TOUTE NOUVELLE VOLVO S60 VRAIMENT INFERNALE
VOLVOCARS.CA

Volvo. pour la vie





Les Canadiens en séries.



La série *Nos Canadiens*, animée par Anne-Marie Withenshaw, est commencée! Découvrez vos joueurs favoris dans leur quotidien. Bell vous offrira un nouvel épisode de la série tous les samedis.

Disponible sur votre télé, sur votre téléphone ou sur Internet. Seulement avec Bell. Abonnez-vous dès aujourd'hui pour en profiter.

bell.ca/canadiens

la vie est **Bell**

POLITIQUE

KAMOURASKA-TÉMISCOUATA

Les libéraux espèrent enfin une bonne nouvelle

PAUL JOURNET

QUÉBEC — Alors que 77 % des Québécois souhaitent son départ, le premier ministre Jean Charest espère avoir enfin une bonne nouvelle ce soir.

La candidate libérale France Dionne est légèrement favorite pour gagner l'élection partielle dans Kamouraska-Témiscouata, au Bas-Saint-Laurent.

Le siège est vacant depuis le décès de Claude Béchard. Selon un sondage CROP publié mardi dernier dans nos pages, M^{me} Dionne récolte 34 % des intentions de vote,

« C'est sûr que j'aimerais que les électeurs de Kamouraska-Témiscouata envoient un message clair au gouvernement pendant cette élection, mais je ne le prendrai pas comme un test. » — Pauline Marois



Les libéraux sont bien installés dans la région de Kamouraska-Témiscouata. France Dionne avait détrôné le PQ en 1985. Ils n'ont pas perdu la circonscription depuis. Claude Béchard avait remplacé M^{me} Dionne à son départ en 1997. Elle veut maintenant prendre le relais.

PHOTO LAETITIA DECONINCK, LE SOLEIL

devant le péquiste André Simard (32 %), l'adéquiste Gérald Beaulieu (25 %) et Serge Proulx, de Québec solidaire (6 %). La marge d'erreur était de 4,9 points de pourcentage. Péquistes et libéraux sont donc presque à égalité, et l'ADQ pourrait brouiller les cartes.

Ces résultats peuvent surprendre. Seulement 16 % des Québécois se disent satisfaits du gouvernement. C'est le plus

faible taux observé depuis l'arrivée au pouvoir de M. Charest, en 2003. Si des élections générales étaient déclenchées aujourd'hui, il n'y a que 17 % des francophones qui voteraient pour les libéraux, selon un autre sondage CROP publié samedi dans nos pages. Et Kamouraska-Témiscouata est très majoritairement francophone.

Mais les libéraux sont bien installés dans la région. M^{me} Dionne avait détrôné le PQ en 1985. Les libéraux n'ont

pas perdu la circonscription depuis. Claude Béchard avait remplacé M^{me} Dionne à son départ en 1997. Elle veut maintenant prendre le relais.

Malgré cette mainmise libérale, la lutte a souvent été serrée à Kamouraska. En 2007, M. Béchard ne comptait que 752 votes d'avance sur l'ADQ. Et en 1998, M. Béchard avait gagné par seulement 110 voix.

Le PQ a dû se contenter de la troisième place lors des trois dernières élections. André

Simard espère profiter de l'impopularité du gouvernement Charest pour renverser cette tendance. « J'invite les citoyens à (...) sanctionner Jean Charest », a répété hier M. Simard, qui fait campagne sur le thème de l'intégrité.

Le PQ minimise l'importance de l'élection

La chef péquiste Pauline Marois, qui a visité la région six fois durant la campagne, a souligné qu'elle ne voit pas l'élection partielle

dans la circonscription de Kamouraska-Témiscouata comme un test pour son parti ou son leadership. « L'élection de Kamouraska-Témiscouata est assez particulière, a-t-elle remarqué. Le Parti québécois n'a pas eu de député depuis plus de 25 ans. C'est une côte énorme à monter. Nous étions troisièmes. Maintenant nous sommes nez à nez. C'est sûr que j'aimerais que les électeurs de Kamouraska-Témiscouata envoient un message clair au gouvernement pendant cette élection, mais je ne le prendrai pas comme un test. »

Après une difficile année 2009, l'ADQ espère gagner ou du moins répéter sa deuxième place obtenue lors des trois dernières élections dans Kamouraska. Comme en 2007, son candidat Gérald Beaulieu n'a pas présenté de programme. Il promet simplement de rencontrer les élus locaux et les citoyens afin de connaître leurs priorités.

Quant à M^{me} Dionne, elle s'affiche comme l'héritière du populaire M. Béchard. Elle fait surtout campagne sur l'économie.

Il faudra surveiller si le désenchantement des citoyens se traduira par un taux de participation anémique. La circonscription est menacée de disparaître avec la réforme de la carte électorale. Un faible taux de vote n'aiderait pas, estime Serge Fortin, préfet de la MRC du Témiscouata et porte-parole de la Coalition pour le maintien des comtés en région.

— Avec Valérie Simard

Marois peu impressionnée par les sondages

VALÉRIE SIMARD

Malgré un sondage révélant que le Parti québécois obtiendrait de meilleurs résultats dans les intentions de vote avec Gilles Duceppe à sa tête, Pauline Marois ne voit pas là une remise en question de son leadership.

Invitée à réagir au sondage CROP publié par *La Presse* samedi matin, la chef péquiste s'est plutôt dite satisfaite des résultats. « Ça me réjouit parce que nous formerions le prochain gouvernement,

« Ça me réjouit parce que nous formerions le prochain gouvernement, largement majoritaire avec un grand nombre de députés. » — Pauline Marois

largement majoritaire avec un grand nombre de députés », a-t-elle déclaré en marge du colloque du Parti québécois sur l'avenir de Montréal.

« La façon dont je dirige le PQ depuis que je suis à la tête du parti a permis de retrouver la voie de la victoire, a-t-elle ajouté. Parce que, dans les faits, nous étions la deuxième opposition. Nous avons assaini les finances du parti et surtout nous avons une très belle équipe de députés. Je veux qu'on m'évalue en fonction

des résultats. Les résultats jusqu'à maintenant sont positifs et nous permettraient de remporter les prochaines élections. »

Duceppe soutient Marois

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, s'est rangé derrière son homologue péquiste. Interrogé par des journalistes alors qu'il assistait à la Coupe Vanier à Québec, M. Duceppe a réaffirmé son soutien à Pauline Marois. « Pauline Marois est là, et Pauline Marois deviendra première ministre, la première de l'histoire du Québec, a-t-il lancé. Et moi, je travaille très fort pour remporter une septième victoire. Dès ce moment-là, tout devient possible. Et l'objectif ultime et du Bloc et du Parti québécois, c'est de faire du Québec un pays. Ça, on y travaillera conjointement, tous les deux ensemble. »

M. Duceppe a ajouté qu'il faut surtout retenir que, selon le sondage, le Parti québécois avec Pauline Marois comme chef devance les libéraux.

Le sondage CROP-*La Presse* démontre que si des élections provinciales avaient lieu aujourd'hui, le PQ, avec Pauline Marois à sa tête, sortirait gagnant en remportant environ 80 sièges sur 125. Il obtiendrait 38 % des intentions de vote contre 23 % pour le PLQ, 15 % pour l'ADQ, 12 % pour Québec solidaire et 10 % pour le Parti vert.



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

Pauline Marois a réagi aux sondages publiés samedi dernier en affirmant que la façon dont elle dirige le Parti québécois a permis à la formation politique « de retrouver la voie de la victoire ».

Or, avec Gilles Duceppe comme chef, le PQ décrocherait une majorité écrasante en obtenant 49 % des suffrages, 11 % de plus qu'avec Pauline Marois.

Le sondage révèle également que 59 % des Québécois estiment que Pauline Marois devrait quitter son poste, alors que 41 % croient qu'elle devrait rester.

EN BREF

FTQ : Michel Arsenault prêt pour un nouveau mandat

Seul en lice pour sa propre succession, le président de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), Michel Arsenault, se dit fier de ce qu'il a accompli et prêt à affronter de nouvelles tempêtes, notamment en dotant le syndicat d'un nouveau code d'éthique. La centrale syndicale tient, à compter d'aujourd'hui à Montréal, son 29^e congrès qui culminera avec l'élection de son président le 3 décembre. Le seul rival possible de M. Arsenault, le secrétaire général de la FTQ, René Roy, a déclaré forfait en annonçant sa retraite.

— La Presse Canadienne

Pas de profits pour la grande messe du Stade

L'oratoire Saint-Joseph refuse catégoriquement de rendre public le budget de la grande messe organisée pour souligner la canonisation du frère André, au Stade olympique. Mais près d'un mois après l'événement, on persiste et signe: il n'y aura pas de profits. L'Association de victimes de prêtres, qui demande à obtenir une partie des bénéfices engrangés par la cérémonie, se montre sceptique face aux allégations de déficit. « Les factures ne sont pas encore bouclées. Et de toute façon, nous n'avons pas l'intention de rendre ces informations publiques », a indiqué l'adjointe du bureau des communications de l'oratoire Saint-Joseph, Danielle Decelles.

— La Presse Canadienne

FONDS DE REVENU MENSUEL TD

Rendement au 30 octobre 2010

1 an	2 ans	5 ans	10 ans
13,43%	1,83%	5,87%	9,19%

Les taux de rendement mentionnés correspondent au rendement total annuel composé historique et tiennent compte des variations de la valeur des parts et du réinvestissement des distributions. Le rendement antérieur ne garantit pas le rendement futur. La valeur des parts et le rendement du capital investi varieront. Le prospectus simplifié contient des renseignements importants.

« Parce que vous méritez plus »



GESTION DE CAPITAUX ROTHENBERG

Membre du Fonds canadien de protection des épargnants et de l'AMF

Westmount
514-934-0586Pointe Claire
514-697-0035Rive-sud
450-321-0215

www.rothenberg.ca

VIEUX-QUÉBEC



Forfait
couette et café
Suite avec cuisine /
cuisinette toute équipée!

à partir de
129\$
pour 2 personnes incluant
le petit-déjeuner à la carte
et le stationnement

LE PORT-ROYAL

hôtel & suites

1.866.417.2777

www.leportroyal.com

Économie régionale en péril cet hiver ?

La fermeture des sentiers de motoneige cet hiver pourrait faire très mal à l'économie régionale, soutient le ministre du Tourisme, Nicole Ménard, qui espère un règlement rapide avec l'Union des producteurs agricoles (UPA). Dans son bras de fer avec le gouvernement, l'UPA s'est entendue avec certains de ses membres pour qu'ils bloquent l'accès de leurs terres aux motoneigistes. Dans certaines régions du Québec, la pratique de la motoneige attire de nombreux touristes et cette situation aurait des répercussions sur les recettes des clubs de motoneige, les hôteliers et les restaurateurs.

— La Presse Canadienne

ACTUALITÉS

MISEZ SUR NOS JOURNALISTES À L'ENCAN LA PRESSE

Le temps de la Grande Guignolée des médias est arrivé, une opération unique pour amasser des fonds et des denrées au profit de Jeunesse au Soleil, de la Société Saint-Vincent de Paul et de Moisson Montréal. À cette occasion, les membres de la rédaction de *La Presse* se prêtent au jeu

de l'encan pour vous offrir des expériences uniques. Que vous soyez amateur de grande cuisine, de politique, ou de spectacles, faites votre choix et misez haut pour avoir la chance de vivre l'actualité comme jamais, tout en contribuant à une bonne cause.



LOT 1

Déjà misé 1000\$

JOUÉZ UNE RONDE DE GOLF AU CLUB LAVAL-SUR-LE-LAC AVEC PAUL JOURNET

Disputez une ronde de golf de 18 trous au prestigieux Club Laval-sur-le-Lac en compagnie du journaliste Paul Journet qui vous fera découvrir les particularités de ce magnifique parcours. POUR DEUX PERSONNES.



LOT 2

Déjà misé 1000\$

UN SOUPER AVEC YVES BOISVERT

Vous avez toujours rêvé d'obtenir un avis éclairé du chroniqueur Yves Boisvert, ou simplement de discuter avec lui de sujets de l'heure? La Grande Guignolée des médias vous offre l'occasion de souper dans un restaurant branché avec cet analyste réputé des grandes questions de l'actualité. POUR UNE PERSONNE.



LOT 3

Déjà misé 1600\$

VISITEZ LES STUDIOS DE GÉRARD D. LAFLAQUE. RECEVEZ UN DESSIN ORIGINAL ET DÎNEZ AVEC SERGE CHAPLEAU

Découvrez ce qui anime le corps sculptural de Gérard D. Laflaque en visitant le studio où est réalisée l'émission et partagez un repas avec son créateur, le célèbre caricaturiste Serge Chapleau qui vous remettra aussi un de ses dessins originaux. POUR UNE PERSONNE.



LOT 4

Déjà misé 1000\$

ASSISTEZ À UN SPECTACLE DU GROUPE CHROMEO ET RENCONTREZ LES ARTISTES EN COMPAGNIE D'ÉMILIE CÔTÉ

Accompagnez la journaliste-musique Émilie Côté au prochain spectacle du groupe montréalais de l'heure, Chromeo, en plus de vivre une rencontre privilégiée avec le duo formé de Dave 1 et P-Thugg. POUR UNE PERSONNE.



LOT 5

Déjà misé 1500\$

PASSEZ UNE JOURNÉE SUR LE TERRAIN AVEC PATRICK LAGACÉ

Expérimentez la fébrilité du métier en suivant le chroniqueur Patrick Lagacé dans le cadre de l'un de ses reportages. Dossier chaud en perspective! POUR UNE PERSONNE.



LOT 6

Déjà misé 1500\$

CRITIQUEZ UNE BONNE TABLE DE MONTRÉAL AVEC MARIE-CLAUDE LORTIE

Jouez aux critiques gastronomiques en accompagnant la journaliste Marie-Claude Lortie, passionnée de bonne chère et véritable experte du domaine, dans une escapade culinaire à l'une des meilleures tables de Montréal. POUR DEUX PERSONNES.



LOT 7

Déjà misé 1000\$

VISITEZ LA SALLE DE RÉDACTION EN COMPAGNIE DE NOS TROIS DIRECTEURS DE L'INFORMATION

Vivez toute l'intensité d'une grande salle de rédaction et découvrez du même coup ses petits secrets. Le trio des directeurs Mario Girard, Yann Pineau et Alexandre Pratt vous guidera dans ce sanctuaire de l'information où vous serez, entre autres, le témoin privilégié de la réunion de production en vue du numéro du lendemain. POUR UNE PERSONNE.



LOT 8

Déjà misé 1300\$

ASSISTEZ AU SPECTACLE DE U2 AVEC ALAIN DE REPENTIGNY

Le 8 juillet prochain, Bono et son groupe U2 seront de retour à Montréal pour le premier de deux spectacles gigantesques dans un stade temporaire, construit spécialement pour l'occasion sur le site de l'Hippodrome de Montréal. Ayez le privilège d'assister à cet événement historique avec Alain de Repentigny, journaliste culturel chevronné, qui en fera la couverture. POUR UNE PERSONNE.



LOT 9

Déjà misé 850\$

PARTEZ EN REPORTAGE AVEC NOTRE PHOTOGRAPHE BERNARD BRAULT

Passez de l'autre côté de l'objectif en suivant le photographe, maintes fois primé, Bernard Brault au cours de l'une de ses affectations. Une expérience qui vous donnera un point de vue unique sur le photojournalisme en pleine action. POUR UNE PERSONNE.



LOT 10

Déjà misé 2250\$

GRAND SOUPER AVEC UN PDG: SOYEZ DE LA CONVERSATION!

Sophie Cousineau reçoit Alain Bouchard. Alimentation Couche-Tard est l'un des rares détaillants canadiens à avoir conquis les États-Unis. Pour rencontrer l'homme derrière ce succès éblouissant, venez passer une sympathique soirée en sa compagnie au restaurant Europea. Au menu de ce repas animé par notre chroniqueuse affaires Sophie Cousineau, des discussions à bâtons rompus et en toute simplicité sur Couche-Tard, le commerce de détail, l'économie, etc. De bons vins mettront en relief le menu dégustation du chef Jérôme Ferrer. Car Alain Bouchard n'aime pas que les vins de dépanneurs! POUR UNE PERSONNE.



LOT 11

Déjà misé 3000\$

ASSISTEZ EN GROUPE À UN MATCH DU CANADIEN DANS UNE LOGE DU CENTRE BELL

Organisez-vous un débat sportif des plus animés en compagnie de trois journalistes de *La Presse*, du vice-président à l'information et éditeur adjoint, Éric Trottier, et de cinq de vos ami(e)s lors d'un match du Canadien auquel vous assisterez dans une loge du Centre Bell. Les trois journalistes seront sélectionnés en fonction de leur disponibilité à partir d'une liste de dix noms que vous aurez soumise. POUR 6 PERSONNES.

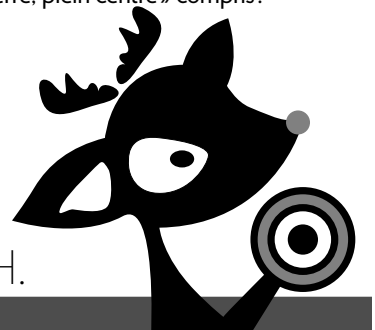


LOT 12

Déjà misé 640\$

UNE SOIRÉE VIP À L'OPÉRA AVEC LE JOURNALISTE ÉRIC CLÉMENT

Vivez une soirée de première à l'opéra. Assistez aux préparatifs et vivez en direct la fébrilité des coulisses avant le lever du rideau sur la salle Wilfrid-Pelletier. Accompagnez le journaliste Éric Clément, passionné d'opéra, à un spectacle de l'Opéra de Montréal et profitez de l'occasion unique qui vous sera donnée de visiter les coulisses avec le directeur général et d'assister à une réception en compagnie des artistes après le spectacle. Billets «catégorie 1 - parterre, plein centre» compris! POUR DEUX PERSONNES.



VENEZ MISER JUSQU'AU 2 DÉCEMBRE, 16 H.

www.cyberpresse.ca/encan

300 citoyens manifestent contre le gaz de schiste

VALÉRIE SIMARD

Près de 300 citoyens ont manifesté pacifiquement samedi, devant les installations de la Canadian Forest Oil à Saint-Denis-sur-Richelieu, contre l'exploitation du gaz de schiste en milieu agricole.

« On veut un moratoire, une réglementation précise. Et on souhaite que le projet de l'entreprise albertaine Canadian Forest Oil, qui est en phase exploratoire, n'aille pas en phase d'exploitation. » Résidente de Saint-Denis-sur-Richelieu, Sophie Laverdière-Leduc habite à environ 600 mètres d'une tour de forage érigée dans un champ à la mi-novembre par la Canadian Forest Oil, aux limites de la municipalité de La Présentation.

« Visuellement, il y a un gros impact, surtout le soir quand la tour est illuminée, observe-t-elle. C'est comme un gros sapin de Noël. On peine à voir les étoiles. Le jour, on entend constamment le bruit de camions qui reculent. On passe d'une zone agricole à une zone industrielle et personne ne nous avertit. »

M^{me} Laverdière-Leduc déplore que ses voisins et elle n'ont pas été informés de l'arrivée de la Canadian Forest Oil. Après avoir observé la présence de camions sur le terrain et d'un hélicoptère le survolant, elle s'est enquis auprès de la municipalité sans obtenir d'explications sur le projet.

Gérard Montpetit, résident de La Présentation qui habite près du terrain et membre du Comité des citoyens et citoyennes pour la protection de l'environnement maskoutain, dénonce lui aussi le voile qui entoure le projet. « On veut savoir ce qui se passe! » lance-t-il.

Les citoyens présents à la manifestation, organisée par le Comité de mobilisation gaz de schiste de Saint-Denis, ont fait part de leurs inquiétudes au sujet des conséquences possibles du forage sur l'environnement, notamment la possibilité que du gaz puisse s'échapper dans le sol.

« Nous avons la Cadillac des terres agricoles, souligne Gérard Montpetit. Maintenant, des personnes qui n'ont pas été invitées risquent de créer des problèmes aux infrastructures existantes. »



Les éducatrices en milieu familial affiliées à la CSN ont entériné, ce week-end, leur première convention collective. Le contrat hausse notamment la subvention reçue pour chaque enfant gardé et accorde aux éducatrices 24 jours de vacances à partir d'avril.

SERVICES DE GARDE EN MILIEU FAMILIAL

Première convention collective pour 2000 éducatrices

DAPHNÉ CAMERON

Quelque 2000 éducatrices en milieu familial se sont dotées de leur première convention collective ce week-end. Les responsables de services de garde affiliés à la CSN ont entériné hier à 99% l'entente de principe conclue il y a quelques jours avec le gouvernement du Québec.

« C'est un moment historique que l'on a pu vivre », a affirmé Nathalie Reid, membre du comité national de négociation et responsable d'un service de garde en milieu familial. « On faisait déjà un très bon travail, mais le fait d'obtenir des conditions de travail respectueuses va nous permettre d'offrir un service bonifié pour les parents et les enfants. »

L'entente de principe entre la CSN et le ministère de la Famille a été adoptée jeudi dernier après neuf mois de négociations avec le gouvernement et près de dix ans de démarches syndicales et légales. Un accord

a également été conclu avec les 13 000 éducatrices affiliées à la CSQ. Celles-ci se prononceront sur les offres du gouvernement le 5 décembre.

Il s'agit de la première convention collective pour ces 15 000 éducatrices, qui conservent leur statut de travailleur autonome.

L'entente, d'une durée de trois ans, comprend des augmentations de la subvention gouvernementale versée aux responsables. À ce jour, Québec payait 19\$ quotidiennement par enfant. À cette somme s'ajoutaient les 7\$ payés par les parents.

À compter du 1^{er} décembre, les responsables recevront une subvention de 25,44\$ par jour par enfant. Cette somme augmentera chaque année pour atteindre 27,43\$ à l'échéance de la convention collective, le 30 novembre 2013. Les éducatrices auront également droit à huit congés fériés et à 24 jours de vacances à partir du mois d'avril.

Le ministère de la Famille s'est aussi engagé à financer un

fonds de formation à raison de 2 millions de dollars par année.

Les syndiquées de la CSN se sont rassemblées hier en assemblée générale extraordinaire, à Saint-Hyacinthe, pour entériner cette offre. Les membres de la Gaspésie, de l'Abitibi et des Îles-de-la-Madeleine y ont participé par vidéoconférence.

La présidente de la CSN, Claudette Carbonneau, qui était présente à l'assemblée, s'est réjouie de l'issue du vote. « Ça me fait chaud au cœur de voir le chemin parcouru par ces femmes courageuses, a-t-elle déclaré. Ça fait plus de 10 ans que la CSN les accompagne dans leur lutte, depuis leur difficile syndicalisation jusqu'à aujourd'hui. Par cette entente, ces femmes viennent prouver qu'on peut réussir à améliorer nos conditions de vie en faisant preuve de solidarité et de ténacité. »

La CSN ne représente pas de membres dans l'île de Montréal.

LOTO QUÉBEC Résultats des tirages du : 2010-11-28

blanco	06 09 11 20 26 27 28 30 32 35 36 40 42 47 48 50 62 64 69 70	Quotidien	Triples
		3 886	12 18
		4 4714	22 23 33

Astro Jour - Mois - Année - Signe Extra 8610153
20 MARS 99 VIERGE

LOTO 649 Résultats des tirages du : 2010-11-27

649	04 13 23 24 37 47	45 compl.	Quotidien	Triples
			3 990	14 28
			4 4755	29 33 40

Prochain gros lot (approx.): 3 500 000 \$ Structure de lots complète sur lotoquebec.com

Astro Jour - Mois - Année - Signe Extra 8984599
23 MAI 20 TAUREAU

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Congrès de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec

Le « prix de la noirceur » remis à Harper

LOUISE LEDUC

Le prix de la noirceur a été décerné à Stephen Harper lors d'un congrès réunissant, en fin de semaine à Montréal, quelque 600 journalistes québécois.

C'est pour « l'ensemble de son œuvre » que le premier ministre canadien a été récompensé, a indiqué Brian Myles, président de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec.

Entre autres choses que les journalistes reprochent à M. Harper se trouvent les demandes d'accès à l'information interceptées par l'appareil politique, les questions auxquelles le gouvernement Harper refuse de répondre en conférence de presse – comme en Gaspésie récemment, sur quelque enjeu local que ce soit – et le bâillon qui muselle les fonctionnaires fédéraux.

Le finaliste au prix de la Noirceur était Jean Tremblay, maire de Saguenay, qui a notamment décidé de boycot-

ter la salle de nouvelles de Radio-Canada.

Les journalistes ont aussi réfléchi à la pertinence de se doter d'un statut professionnel afin de mieux se dissocier, dans l'œil du public, des communicateurs de type « radio-poubelle ».

C'est pour « l'ensemble de son œuvre » que le premier ministre canadien a été récompensé, a indiqué Brian Myles, président de la FPJQ.

Dominique Payette, journaliste et professeur de l'Université Laval que le gouvernement du Québec a mandatée pour présider un groupe de travail sur l'avenir de l'information, a fermement plaidé en faveur d'un tel statut professionnel, lequel devrait, à son avis, être assorti de récompenses ou de sanctions

économiques (sous forme d'aide gouvernementale à distribuer ou à retirer, par exemple).

Quebecor au cœur des débats

Par ailleurs, la situation au *Journal de Montréal* s'est trouvée au cœur des débats pendant le congrès. Ce n'est cependant pas tant le fait que plus de 200 lock-outés soient toujours à la rue qui a retenu l'attention, mais plutôt l'orientation jugée idéologique de ce quotidien actuellement rédigé par les cadres.

La FPJQ avait en effet mis à l'ordre du jour un atelier intitulé *L'éléphant dans la pièce*: « Si Quebecor décidait de se mettre au service d'une cause politique ou idéologique, qui pourrait l'en empêcher ? » demandait-on dans la documentation écrite de l'atelier.

La Fédération professionnelle des journalistes du Québec a dû peiner pour trouver des journalistes prêts à témoigner à l'heure où Pierre Karl Péleadeau poursuit Sylvain Lafrance, vice-président des services

français de Radio-Canada, qui l'a traité de voyou.

Au micro, Paule Beaugrand-Champagne, qui a travaillé dans divers médias, notamment au *Journal de Montréal*, a d'ailleurs suggéré que soit créé un fonds de soutien juridique pour défendre les « Pierre-Jean-Jacques qui risquent de se faire poursuivre en brisant l'omerta » et qui « n'auraient pas les moyens de Sylvain (Lafrance) ».

David Patry, journaliste culturel lock-outé du *Journal de Montréal* et reporter de *Rue Frontenac*, a accepté d'aller au micro. Le danger, a dit celui qui écrivait pour un quotidien appartenant à un groupe qui met entre autres en ondes les émissions *Le banquier* et *Occupation double*, ce n'est pas seulement la convergence commerciale, mais aussi « la convergence idéologique ».

M. Patry a raconté comment il lui est arrivé que ses textes lui soient dictés par ses supérieurs.

Après avoir refusé de répondre à des « commandes » et

« autres jobs de bras » contre des ennemis de Quebecor, M. Patry a raconté que ses collègues lui ont donné un conseil: faire semblant. Devant une assignation qu'il jugeait déplacée, on lui a conseillé de faire semblant de faire appels téléphoniques et recherche, pour finalement dire à ses supérieurs qu'il n'avait malheureusement pas réussi à joindre d'interlocuteurs.

En fin de congrès, les journalistes ont voté à l'unanimité une résolution permettant à leur fédération, en cas d'échec de la médiation dans le conflit de travail au *Journal*, de demander une commission parlementaire sur le conflit mais aussi sur la façon dont la convergence a pu y contribuer.

Appelé à réagir, Serge Sasseville, porte-parole de Quebecor, a dit que tout cela n'était « que de la propagande syndicale à laquelle il ne faut accorder aucune crédibilité. Les journalistes du *Journal de Montréal* ont toujours profité d'une très grande liberté rédactionnelle ».

La Presse rafle quatre prix

CATHERINE HANDFIELD

Pour leur enquête sur la firme de sécurité BCIA, les journalistes André Noël, Michèle Ouimet et Francis Vailles, de *La Presse*, ont obtenu le prix Judith-Jasmin dans la catégorie enquête, samedi, lors du congrès de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ), à Montréal.

Les trois lauréats ont consacré une série d'articles, le printemps dernier, sur BCIA. Ils ont notamment révélé que la firme de sécurité surveillait le

quartier général de la police de Montréal malgré le fait que son président, Luigi Coretti, faisait face à de nombreuses poursuites civiles et pénales. Les journalistes ont en outre mis au jour les liens étroits entre le patron de BCIA et l'ex-député libéral Tony Tomassi.

Pour le jury, ce dossier est le fruit d'un « travail journalistique impressionnant, qui repose sur une enquête journalistique de longue haleine ».

« Ce prix couronne merveilleusement bien notre année, a dit le directeur de

l'information de *La Presse*, Mario Girard. Alors que certains médias cessent d'investir dans les enquêtes et les grands reportages, *La Presse* a pris le pari de faire le contraire en offrant du temps à ses journalistes pour scruter et fouiller les choses. Le travail sur BCIA a demandé beaucoup d'énergie. Mais il y a eu un résultat. C'est avec ce type d'enquête que *La Presse* va demeurer le plus grand quotidien québécois. »

Trois photjournalistes de *La Presse* se sont également distingués en raflant un prix

Antoine-Désilets, remis aux meilleures photos de presse de l'année. Ainsi, Ivanoh Demers a reçu le prix dans la catégorie nouvelle. Le travail de Bernard Brault a été récompensé dans la catégorie sports et celui d'André Pichette dans la catégorie vie quotidienne.

« Nous avons la meilleure équipe de photographes du pays, je n'ai aucun doute là-dessus, a déclaré Mario Girard. Ce sont des gens doués et passionnés qui n'hésitent pas à affronter les nouveaux défis du journalisme. Ce sont des gens courageux aussi. C'est pour cela qu'ils sont perçus comme des héros par le public. »

Par ailleurs, le grand prix Judith-Jasmin d'excellence journalistique a été remis aux

journalistes Alain Gravel, Marie-Maude Denis, Emmanuel Marchand et Claudine Blais, de Radio-Canada, pour leur enquête sur la collusion dans le milieu de la construction.

Dans la catégorie grand reportage, les journalistes Luc Chartrand et Yanick Lapointe, de Radio-Canada, sont repartis avec les honneurs pour leur reportage sur le poids du lobby pro-Israélien.

Les cinq autres prix Judith-Jasmin ont été remis à Radio-Canada, *L'actualité*, *Le Devoir* et *The Gazette*. Le prix Judith-Jasmin Hommage a été remis à Paule Beaugrand-Champagne, qui a travaillé dans tous les grands médias montréalais en 40 ans de carrière.



2011

MEILLEURE ÉCONOMIE D'ESSENCE DE SA CATÉGORIE ET COTE DE SÉCURITÉ 5 ÉTOILES. SI VOUS AVEZ BESOIN D'AUTRES ARGUMENTS, VENEZ DONC EN FAIRE L'ESSAI.



Modèle Limited montré

Financement de

0,9 % jusqu'à **60** mois.*

À partir de **24 329 \$***

FRAIS, LIVRAISON ET DESTINATION INCLUS.

LA SONATA 2011 AVEC LA MEILLEURE ÉCONOMIE D'ESSENCE DE LA CATÉGORIE[^]

★★★★★

COTE DE SÉCURITÉ LA PLUS ÉLEVÉE EN CAS DE COLLISION*

AGENCE FÉDÉRALE AMÉRICAINE DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE (NHTSA).

Une voiture intermédiaire exceptionnelle vraiment bien équipée

- Moteur 4 cylindres de 2,4 L à injection directe de carburant • Le moteur le plus puissant de la catégorie avec 198 chevaux**
- Boîte automatique séquentielle SHIFTRONIC^{MC} à 6 rapports livrable
- Système téléphonique mains libres Bluetooth[®] de série
- Sièges chauffants arrière livrables.



Autoroute 5,7 L / 100 KM – 50 MPG[^]

GARANTIE 5 ANS

100 000 KM

GARANTIE GLOBALE LIMITÉE**

5 ans/100 000 km - Garantie globale limitée

5 ans/100 000 km - Groupe motopropulseur

5 ans/100 000 km - Garantie sur les émissions

VISITEZ HYUNDAICANADA.COM POUR TROUVER LE VÉHICULE HYUNDAI QUI VOUS CONVIENT.

 **HYUNDAI^{MC}**

Choisir brillamment.

*Les noms, logos, noms de produits, noms des caractéristiques, images et slogans Hyundai sont des marques de commerce appartenant à Hyundai Auto Canada Corp. **Financement à l'achat sur approbation du crédit des Services financiers Hyundai sur les modèles Sonata 2011 neuves (excluant la turbo) à un taux de 0,9 % sur 60 mois. Frais de 115 \$ (taxe des pneus 15 \$ et taxe climatiseur 100 \$), livraison et de destination de 1 565 \$ pour la Sonata 2011 inclus. Frais d'enregistrement, d'assurance, d'immatriculation et RDPRM en sus des offres de financement à l'achat. Les frais de livraison et de destination comprennent les frais de transport et de préparation, d'administration du concessionnaire et un plein de carburant. Exemple de financement et modalités des offres de financement apparaissant dans la présente publicité: Sonata GL 2011 manuelle 6 vitesses, 24 329 \$ à 0,9 % sur 60 mois équivaut à des mensualités 414,83 \$ pour 60 mois pour une obligation totale de 24 880 \$. Prix à l'achat comptant 24 329 \$. Frais de 115 \$ (taxe des pneus 15 \$ et taxe climatiseur 100 \$), livraison et de destination de 1 565 \$ inclus. Frais d'enregistrement, d'assurance, d'immatriculation et RDPRM en sus des offres de financement à l'achat. *Le prix de base pour la Sonata GL manuelle 6 vitesses est de 24 329 \$. Prix du modèle montré de 30 679 \$. Frais de 115 \$ (taxe des pneus 15 \$ et taxe climatiseur 100 \$), livraison et de destination de 1 565 \$ pour la Sonata 2011 inclus. Frais d'enregistrement, d'assurance, d'immatriculation et RDPRM en sus des offres de financement à l'achat. *Offres d'une durée limitée pouvant être modifiées ou annulées sans avis préalable. Voir un concessionnaire pour tous les détails. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Les stocks sont limités. Le concessionnaire pourrait devoir commander le véhicule. *Comparaison de la consommation d'essence basée sur les cotes de consommation combinée de la Sonata GL 2010, manuelle à 6 rapports, 7,35 L/100 km et sur les cotes de consommation d'ÉnerGuide pour la catégorie des véhicules pleine grandeur. La consommation d'essence de la Sonata GL 2010, manuelle à 6 rapports (Autoroute 5,7 L/100 km; Ville 8,7 L/100 km) sont basées sur les résultats du manufacturier. Les données d'ÉnerGuide sont présentées aux fins de comparaison uniquement. Les consommations réelles peuvent varier selon les conditions de conduite et l'ajout de certains accessoires automobiles. *Cotes de sécurité 'étoiles' décernées par l'Agence fédérale américaine de sécurité routière (NHTSA) dans le cadre du Programme d'évaluation des nouveaux véhicules (NCAAP - New Car Assessment Program, www.safercar.gov). La cote de sécurité 5 étoiles s'applique à tous les véhicules Sonata 2011 construits après le 2 juillet 2010. **Puissance de la Sonata 2011 estimée selon les tests effectués par le constructeur. Puissance des moteurs 4 cylindres basée sur les données publiées pour les moteurs 4 cylindres atmosphériques par l'IAIAMC des véhicules de classe intermédiaire. *La Marque verbale et les logos Bluetooth[®] sont des marques déposées appartenant à Bluetooth SIG Inc. Et toute utilisation de cette marque est sous licence. *Voir le concessionnaire pour les véhicules admissibles et tous les détails du programme de remise aux diplômés. **La garantie globale limitée de Hyundai couvre la plupart des pièces du véhicule contre les défauts de fabrication sous réserve du respect des conditions normales d'utilisation et d'entretien.

MONDE

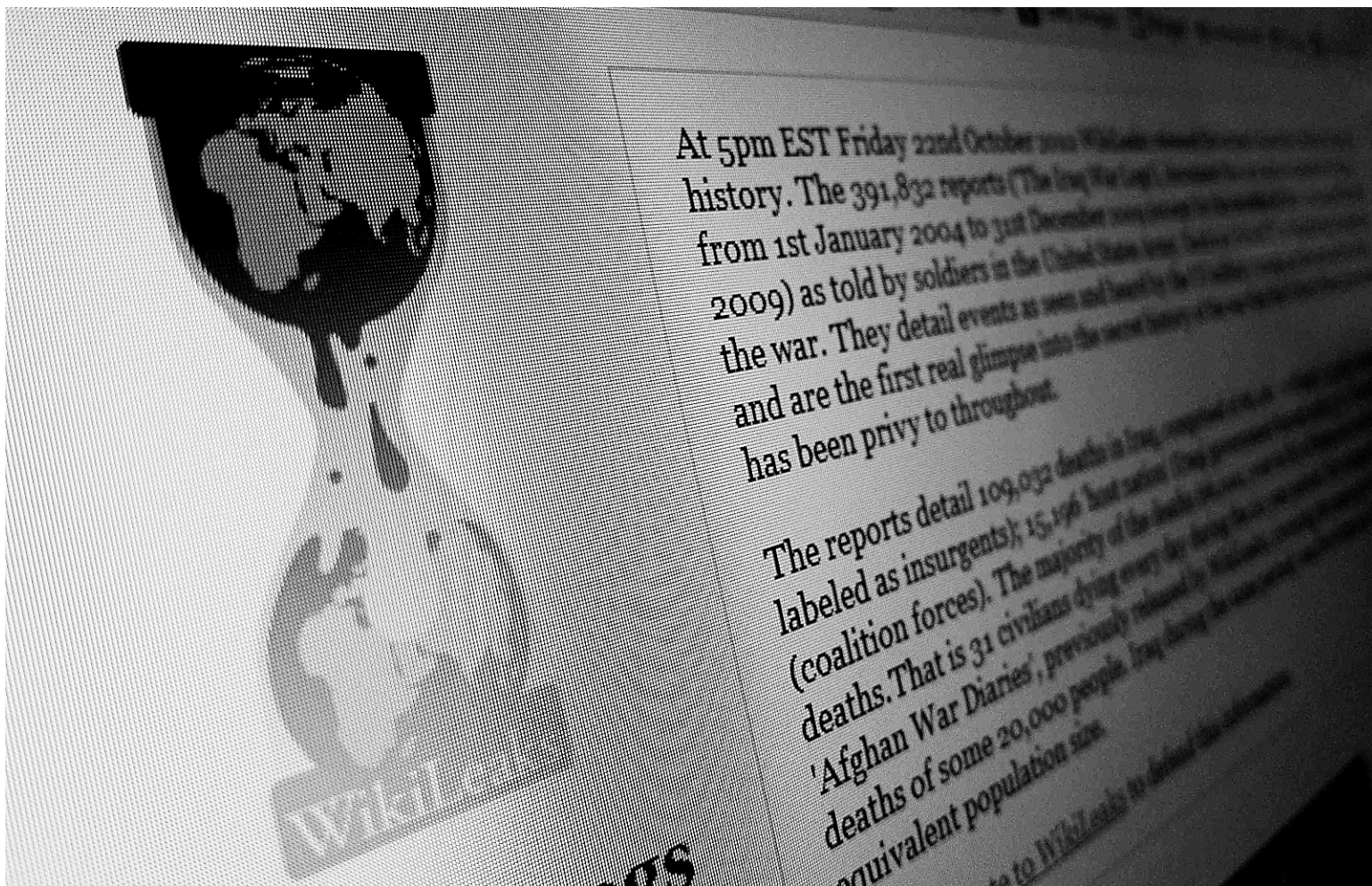


PHOTO GARY HERSHORN, REUTERS

Des communications confidentielles entre le gouvernement américain et ses ambassades que WikiLeaks a diffusées hier lèvent le voile sur plusieurs dossiers sensibles pour les États-Unis. On y apprend notamment que le gouvernement américain estime que la démocratie a disparu en Russie et que l'Arabie Saoudite a demandé à ce que les Américains bombardent l'Iran.

FUITE DE WIKILEAKS

Washington embarrassé par des échanges avec ses ambassades



NICOLAS BÉRUBÉ

LOS ANGELES — L'organisation WikiLeaks a entrepris la diffusion de plus d'un quart de million de communications confidentielles entre le gouvernement américain et ses ambassades partout dans le monde, hier, ce qui a déclenché une crise diplomatique majeure pour Washington.

Les câbles, dont plus de 15 000 sont classés secrets, lèvent le voile sur plusieurs

dossiers sensibles pour les États-Unis. On y apprend que le gouvernement américain considère que la démocratie «a disparu» en Russie, et que l'Arabie Saoudite a fait pression auprès de Washington pour que les Américains bombardent l'Iran, ce que la Maison-Blanche a refusé de faire.

Les documents révèlent aussi que les officiels américains à l'Organisation des Nations unies (ONU) sont encouragés à espionner leurs homologues de différents pays, dont ceux qui sont en poste au Conseil de sécurité.

Les câbles font état des inquiétudes du gouvernement américain sur la Russie et ses

services de renseignements, qui «travaillent avec la mafia» pour mener des opérations criminelles. Un des mémos

ment critiquée par Washington, hier. «De par leur nature, les câbles envoyés à Washington sont directs et souvent incom-

« De par leur nature, les câbles envoyés à Washington sont directs et souvent incomplets. Ils ne représentent pas notre politique étrangère et n'influencent pas toujours les décisions finales. » — La Maison-Blanche

souligne que la Russie est «en réalité devenue un État mafieux».

Le gouvernement américain croit aussi que l'Iran a en sa possession des missiles en provenance de la Corée du Nord, et qui seraient capables d'atteindre Moscou ou d'autres villes européennes en quelques heures.

Neuf dixièmes des mémos dévoilés couvrent la période allant de 2004 à mars 2010. En tout, 2411 câbles ont été envoyés en provenance du Canada, et 134 proviennent de Montréal et de Québec. Ces mémos canadiens ne font pas partie de la première vague de documents dévoilés hier. Ils doivent être rendus publics dans les prochains jours.

Washington dénonce la fuite

La diffusion de ces renseignements secrets a été vive-

plets. Ils ne représentent pas notre politique étrangère et n'influencent pas toujours les décisions finales.»

Toutefois, les documents font du tort aux États-Unis, a dit la Maison-Blanche, en ce qu'ils pourraient compromettre des discussions privées avec des gouvernements étrangers. Ils mettent à risque nos diplomates, nos services de renseignements et les gens qui travaillent avec les États-Unis pour promouvoir la démocratie et les gouvernements transparents.

Les câbles qu'a reçus l'organisation WikiLeaks ont été transmis à cinq journaux, dont le *New York Times*, *Le Monde* (France), *The Guardian* (Grande-Bretagne), *El País* (Espagne) et *Der Spiegel* (Allemagne). Au total, plus de 120 journalistes ont travaillé sur ce dossier.

TROIS EXTRAITS

La démocratie russe a disparu

En février 2010, le secrétaire à la Défense des États-Unis, Robert Gates, a rencontré le ministre de la Défense français, Hervé Morin, afin de le convaincre de renoncer à vendre un navire militaire amphibie à la Russie. «SecDef (Gates) a fait valoir que la démocratie russe a disparu et que le gouvernement est une oligarchie dirigée par les services de sécurité», lit-on dans un câble portant sur la rencontre. Le ministre Morin a refusé de stopper la vente.

Batman et Robin

Les câbles envoyés à Washington décrivent en termes crus la personnalité des dirigeants de différents pays. Ainsi, un mémo envoyé par l'ambassade américaine à Moscou, à la fin de 2008, note que c'est toujours le premier ministre Vladimir Poutine qui détient le pouvoir. Le président Medvedev «est comme Robin aux côtés de Batman, joué par Poutine», note l'ambassade. À une autre occasion, Poutine est comparé à un «chien de meute». Quant au premier ministre italien, Silvio Berlusconi, il est «irresponsable, imbu de lui-même et inefficace en tant que dirigeant européen moderne». Il est aussi «faible physiquement et politiquement». Le président français Nicolas Sarkozy est «un empereur nu», «susceptible et autoritaire», alors que son homologue allemande, Angela Merkel, «évite souvent le risque et fait rarement preuve d'imagination». Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad est appelé «Hitler».

Espions à l'ONU

Selon un câble analysé par *Le Monde*, les officiels américains à l'ONU ont pour ordre de recueillir beaucoup de renseignements sur leurs homologues, y compris les numéros de leurs cartes de crédit et leurs empreintes digitales. «Les rapports doivent inclure les informations suivantes, précise la directive: noms, titres et autres informations contenues sur les cartes de visite; numéros de téléphone fixes, cellulaires, de pagettes et de fax; annuaires téléphoniques et listes de courriels; mots de passe internet et intranet; numéros de cartes de crédit; numéros de cartes de fidélité de compagnies aériennes; horaires de travail...» Les diplomates américains à l'ONU sont aussi encouragés à transmettre «toute information biographique et biométrique» sur leurs collègues des pays du Conseil de sécurité, y compris «les empreintes digitales, photographies faciales, ADN et scanners de l'iris», note *Le Monde*. — Nicolas Bérubé

OTTAWA DÉPLORE DES FUITES «IRRESPONSABLES»

Le chef de la diplomatie canadienne, Lawrence Cannon, a dénoncé hier les auteurs de fuites «irresponsables» et «déplorables» de documents diplomatiques américains, car il estime qu'ils pouvaient mettre en danger la sécurité du Canada. «Des publications irresponsables comme celles-ci sont déplorables et ne servent les intérêts nationaux de personne», a indiqué M. Cannon dans un bref texte rendu public par sa porte-parole Melissa Lantsman. «Les responsables de ces fuites peuvent menacer notre sécurité nationale», a-t-il ajouté. Pour le moment, la seule mention du Canada facile à trouver sur le site du *New York Times* est parfaitement neutre et concerne l'annulation d'une escale au pays par le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi. Selon d'autres médias, certains documents pourraient porter sur des tensions entre Washington et Ottawa au sujet du retrait du contingent canadien d'Afghanistan prévu en 2011, ou sur d'hypothétiques pressions américaines pour obtenir le rapatriement par le Canada de son jeune ressortissant Omar Khadr détenu à Guantánamo. — AFP

Menace iranienne, peur arabe et doute américain



RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE
ANALYSE

CHICAGO — Dans les coulisses de la diplomatie américaine, les dirigeants arabes expriment, au sujet du programme nucléaire de Téhéran, une peur qui rivalise avec celle de leurs voisins ou adversaires israéliens.

Ni les uns ni les autres ne semblent cependant avoir réussi à convaincre leurs alliés américains de la pertinence d'une attaque contre les installations iraniennes, selon l'examen des nouvelles fuites du site WikiLeaks par les journaux qui y ont eu accès, dont le *New York Times* et *Le Monde*.

Le roi d'Arabie Saoudite, Abdallah ben Abdelaziz, est l'un des dirigeants arabes qui ont exhorté les États-Unis à «couper la tête du serpent», une allusion à l'Iran, pays qu'il a

qualifié d'«aventurier au sens négatif» en mars 2009 lors d'une rencontre avec le conseiller de la Maison-Blanche pour l'anti-terrorisme, John Brennan. À la suite d'une rencontre avec le conseiller de la Maison-Blanche pour la sécurité nationale, le général James Jones, un câble daté du 11 février 2009 a résumé ainsi sa pensée: «Le roi saoudien a dit au général Jones que si l'Iran parvenait à mettre au

américains font également état de la «haine viscérale» du président égyptien Hosni Moubarak pour la République islamique. Un télégramme prêté par ailleurs au président de la Chambre haute du Parlement jordanien cette déclaration, qui remonte au mois de mars 2009: «Bombardez l'Iran ou vivez avec un Iran nucléaire, les sanctions, les carottes, les incitations n'ont pas d'importance.»

Selon un câble envoyé par l'ambassadeur américain en Israël, James Cunningham, Barak a déclaré aux visiteurs que le monde avait de 6 à 18 mois pour empêcher l'Iran d'acquiescer à l'arme nucléaire. Passé cette période, «toute solution militaire occasionnerait des dommages collatéraux inacceptables», a-t-il dit, ce qui laissait entendre que l'État hébreu était prêt à passer à l'action.

États-Unis. Son interlocuteur américain a répondu par l'affirmative, tout en disant ignorer si une telle opération serait couronnée de succès. Mais toute attaque contre l'Iran «ne ferait que retarder d'un à trois ans» sa quête de l'arme atomique, tout en unifiant le peuple iranien contre l'attaquant, a ajouté l'Américain.

Les Israéliens, par la voix d'Amos Gilad, responsable au ministère de la Défense, ont pour leur part exprimé leur scepticisme à l'égard de la politique de la main tendue du président Obama lors d'une rencontre en décembre 2009 avec un responsable du secrétariat d'État. «C'est une bonne idée, mais il est clair que cela ne marchera pas», a dit Gilad.

Des câbles diplomatiques révèlent par ailleurs que l'Iran a acquis auprès de la Corée du Nord des missiles de technologie avancée lui permettant de frapper les capitales européennes. Les missiles nord-coréens pourraient également servir aux Iraniens pour assembler des missiles de longue portée.

point des armes nucléaires, tout le monde, dans la région, ferait de même.»

Le 1^{er} novembre 2009, le roi du Bahreïn, Hamad Al-Khalifa, a également appelé les Américains à stopper le programme nucléaire iranien. «Le danger de le poursuivre est supérieur à celui de le stopper», a-t-il déclaré au général américain David Petraeus.

Les câbles diplomatiques

Les pressions exercées par Israël auprès de Washington dans le dossier iranien sont largement connues. Les fuites de WikiLeaks révèlent néanmoins que le ministre israélien de la Défense Ehoud Barak a profité de la visite de parlementaires américains dans son pays, en mai 2009, pour envoyer un message pointu au nouveau président des États-Unis.

Le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, a exprimé le scepticisme de Washington à l'égard de la pertinence de frappes israéliennes ou américaines contre les installations iraniennes lors d'une rencontre avec son homologue français Hervé Morin, en février 2010.

Selon un câble diplomatique américain, le ministre Morin a demandé si Israël pouvait frapper l'Iran sans l'appui des

« Le roi saoudien a dit au général Jones que si l'Iran parvenait à mettre au point des armes nucléaires, tout le monde, dans la région, ferait de même. » — Un câble daté du 11 février 2009

LE TOUR DU GLOBE

ÉGYPTE

Accusations d'irrégularités

Des violences, des manifestations et des accusations d'irrégularités ont marqué hier le premier tour des législatives en Égypte, où le parti du président Moubarak entend renforcer son pouvoir face à l'opposition islamiste, à un an de la présidentielle. Les électeurs, peu motivés par un scrutin jugé gagné d'avance par le pouvoir, étaient rares dans les bureaux de vote du Caire et d'Alexandrie le matin, et un peu plus nombreux en après-midi. Les résultats sont attendus aujourd'hui ou demain. - AFP



PHOTO AFP/MENA
Le président Hosni Moubarak dans un bureau de vote du Caire, hier.

CÔTE D'IVOIRE

Présidentielle sous tension

Le second tour de l'élection présidentielle historique en Côte d'Ivoire entre le sortant Laurent Gbagbo et l'ex-premier ministre Alassane Ouattara s'est déroulé hier dans un climat de tension marqué par deux morts et des incidents partout dans le pays. Après une décennie de crises politico-militaires, quelque 5,7 millions de personnes étaient appelées à voter pour départager les deux hommes, qui avaient obtenu respectivement 38% et 32% des suffrages au premier tour. - AFP

SUISSE

Serrer la vis aux criminels étrangers

Les Suisses ont approuvé hier l'initiative de la droite populiste sur l'expulsion automatique de criminels étrangers, un vote qui suscite déjà de vives réactions d'indignation, un an après l'interdiction de construction de minarets. Selon un décompte des voix définitif dans les 26 cantons de la Confédération, le oui l'emporte avec 52,9% des voix contre 47,1% pour le non. Le contre-projet présenté par le gouvernement a quant à lui été rejeté à 54,2%. - AFP

LE CHIFFRE DU JOUR

405 millions

Le nombre de migrants internationaux devrait atteindre 405 millions en 2050, un bond de 68% d'ici 2050, prédit l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) dans son rapport annuel publié aujourd'hui. «Aujourd'hui, ce chiffre est passé à 240 millions et pourrait atteindre 405 millions en 2050», estime l'OIM. En proportion de l'ensemble de la population mondiale, ce chiffre devrait toutefois rester autour de 3%, a expliqué un des responsables du rapport. - AFP

Démonstration de force en mer Jaune

Les États-Unis et Séoul font des manœuvres, Pékin réclame une réunion sur la crise coréenne

D'APRÈS L'AFP

ÎLE DE YEONPYEONG — Les États-Unis et la Corée du Sud ont procédé hier à une démonstration de force aéronavale visant la Corée du Nord, alors que la Chine a proposé une réunion d'urgence sur la situation «vivement préoccupante» dans la péninsule coréenne sous tension.

Cinq jours après le bombardement par Pyongyang d'une île sud-coréenne qui a fait quatre morts, Séoul et Washington ont commencé hier des manœuvres militaires conjointes en mer Jaune, volontairement plus importantes que les précédents exercices.

Pyongyang, ulcéré par ces manœuvres auxquelles prend part un porte-avions de la marine américaine, a promis de riposter «sans pitié» à toute intrusion dans ce qu'il

considère comme son espace maritime souverain. Le régime stalinien a évoqué les «conséquences imprévisibles» de ces opérations au large.

Ces dernières visent, selon Washington, à «renforcer la dissuasion» contre Pyongyang.

Ces eaux sont considérées jalousement par Pékin, qui s'est dit «opposé à toute action militaire non autorisée à l'intérieur de la zone économique exclusive de la Chine».

Selon le Pentagone, ces opérations «de nature défensive» ne sont «pas dirigées contre la Chine».

Hier, Pékin a suggéré que se retrouvent au début du mois de décembre les six pays qui participent aux négociations sur le programme nucléaire nord-coréen (deux Corées, États-Unis, Japon, Russie et Chine), en soulignant la «profonde inquiétude» de la communauté internationale.



PHOTO PARK JI-HWAN, AFP
Des manifestants pacifistes sud-coréens ont pris part à une veillée à la bougie, hier à Séoul, pour protester contre les manœuvres militaires en mer Jaune.

La Chine «propose la tenue de consultations d'urgence parmi les chefs des délégations des négociations à Six début

décembre à Pékin pour échanger les points de vue sur les sujets de vive préoccupation actuelle», a déclaré Wu Dawei, chef

de la délégation chinoise à ces pourparlers sur le programme nucléaire nord-coréen.

Les États-Unis ont refusé hier de se prononcer sur cette proposition, tandis que Séoul et Tokyo ont réagi avec prudence.

Quelques heures auparavant, le président sud-coréen Lee Myung-Bak, qui a reçu le conseiller d'État Dai Bingguo, haut responsable chinois chargé de la politique étrangère, a appelé la Chine à adopter une «position plus équitable et responsable dans ses relations avec les deux Corées», selon la présidence.

M. Lee a ajouté que la Corée du Sud avait «toléré les provocations constantes (de la Corée) du Nord depuis la guerre de Corée (1950-1953) et qu'elle répliquerait avec fermeté si (la Corée du) Nord se livrait à une provocation supplémentaire».

AIDEZ-NOUS À CÉLÉBRER NOTRE 10^E ANNIVERSAIRE

LE JEUDI 2 DÉCEMBRE, DONNEZ GÉNÉREUSEMENT
LAGRANDEGUIGNOLEEDESMEIAS.COM
OU AU 1 866 908-9090 (TICKETPRO)

CONSULTEZ LA LISTE DES POINTS DE COLLECTE AU
WWW.LAGRANDEGUIGNOLEEDESMEIAS.COM

la grande guignolée des médias 10ans

DONS EN DENRÉES NON-PÉRISSEABLES JUSQU'AU 24 DÉCEMBRE CHEZ :

BANQUE LAURENTIENNE, Jean Coutu, provigo, ma, Loblaws

LES BÉBÉS DE L'ANNÉE 2010

LA PRESSE en collaboration avec: Mamanpourlavie.com

NOUVEAU! Inscription complète sur cahierdesbebes.com

LE JEUDI 30 DÉCEMBRE PROCHAIN, LA PRESSE REGROUPERA DANS UN CAHIER SPÉCIAL ET SUR CAHIERDESBEBES.COM, LES PHOTOS DES ENFANTS NÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2010.

Réservez votre espace dès maintenant. Seulement 49\$ (taxes en sus)

Vous recevrez automatiquement un livre de la série «Zunik» de la courte échelle

BÉBÉ À LA UNE!
16 bébés se partageront l'honneur d'être en couverture du cahier spécial. Inscription au coût de 230\$ (taxes en sus). ATTENTION: premiers arrivés, premiers servis!

À GAGNER

UN SÉJOUR DE RÊVE POUR DEUX PERSONNES DANS UN ÉTABLISSEMENT DU RÉSEAU HÔTELLERIE CHAMPÊTRE

La carte-cadeau, d'une valeur de 1000\$, est valide dans les 25 auberges et hôtels de villégiature du réseau et s'échange contre une multitude de douceurs, hébergement, gastronomie, etc.

20 CHÈQUES-CADEAUX D'UNE VALEUR DE 150\$ CHACUN. CheeZZ! photo

Hâtez-vous, les places sont limitées!
La date limite est le 10 décembre

Faites parvenir la photo de bébé et vos coordonnées complètes à: cahierdesbebes@lapresse.ca ou retournez ce coupon dûment rempli avec la photo qui ne sera pas retournée (maximum 5 po x 7 po) à: La Presse, Petites annonces, Les bébés de l'année 2010, C.P. 11053, Succ. Centre-ville, Montréal, Québec H3C 4Y9

Le coupon est également disponible sur cahierdesbebes.com jusqu'au 15 décembre à minuit.

Nom: _____ Prénom: _____
Adresse: _____ App: _____
Ville: _____ Code postal: _____
Tél. (dom): _____ Tél. (trav): _____ Courriel: _____
Prénom et nom du bébé: _____ Filles Garçon Date de naissance: _____
Prénoms et noms des parents: _____
La photo de bébé dans La Presse et sur cahierdesbebes.com: 55,31 \$ (taxes incluses) Bébé à la une: 259,61 \$ (taxes incluses)
 Ci-joint un chèque ou mandat-poste à l'ordre de La Presse ltée ou paiement par carte de crédit: Visa MasterCard No de la carte de crédit: _____ Date d'expiration: _____
Signature: _____
 Cachez si vous ne désirez pas recevoir d'offres promotionnelles de La Presse et de ses partenaires. Règlements du concours disponibles à La Presse et sur cahierdesbebes.com. Le tirage aura lieu le jeudi 16 décembre 2010 aux bureaux de La Presse.

FORUM

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
Guy Crevier > Président et éditeur
Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Mario Girard > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Étapisme climatique



FRANÇOIS CARDINAL
francois.cardinal@lapresse.ca

Comme un vieux couple au bord de la rupture, Washington et Pékin se rencontrent aujourd'hui au Mexique comme ils le feraient à une énième rencontre chez le psychologue: sans y croire.

Les deux parties se sont quittées à Copenhague en claquant la porte. Et les trois rencontres de médiation qui ont suivi se sont terminées aussi abruptement. Si bien que la séparation définitive pourrait être signée dans quelques jours, à la fin du sommet de Cancún. Et avec elle, c'est tout le processus de négociations entourant Kyoto qui pourrait disparaître.

En effet, l'élaboration du fameux protocole, dont la première phase vient à échéance à la fin de 2012, aura nécessité plus de deux ans de discussions et la ratification, pas moins de huit années supplémentaires. Difficile de croire qu'on pourra refaire le coup en 24 mois...

La communauté internationale se dirige donc tout droit vers le mur, qu'elle fait semblant de ne pas voir. En négligeant la montée en puissance de la Chine devenue premier pollueur, l'importance croissante des pays émergents, la résignation du président américain devant l'inertie républicaine et la hausse importante du scepticisme populaire, les négociateurs ouvrent la porte à un échec qui pourrait signer l'arrêt de mort des pourparlers sur le climat.

Il faut réfléchir autrement, redéfinir l'objectif pour se

sortir du blocage causé par le bras de fer entre la Chine et les États-Unis. Tout en continuant de travailler sur des objectifs à long terme et sur les succès de Kyoto, il pourrait être judicieux d'ouvrir un nouveau front qui permettrait d'obtenir des résultats concrets et mesurables. Serait-il possible de présenter autrement le défi du climat en s'occupant en priorité des polluants responsables du smog et de la pollution urbaine que l'on a peut-être négligés par le passé (méthane, oxydes d'azote, particules fines, etc.)? En plus de donner une impulsion nouvelle à l'émergence d'une économie verte, une telle approche permettrait de convaincre plus facilement élus et citoyens d'agir, puisque l'on tenterait d'éviter la mort prématurée de milliers de personnes due à la pollution atmosphérique (1500 par année à Montréal) plutôt que la multiplication de millions de réfugiés climatiques à l'autre bout du globe.

En outre, l'idée de se concentrer sur la réduction de la pollution pourrait rallier à la fois les États-Unis, où les républicains sont soucieux de la question, et la Chine, aux prises avec un problème de pollution qu'elle sait urgent. Même les conservateurs canadiens pourraient y trouver leur compte, puisqu'ils avaient fait de la qualité de l'air une priorité en 2006.

Sans perdre de vue l'objectif à long terme – une décarbonisation de l'économie –, il pourrait donc être pertinent d'ajouter une étape en s'attaquant rapidement à certains polluants, afin d'améliorer la qualité de l'air... et d'éviter une débandade qui mènerait à une rupture définitive des négociations sur le climat.

Après la pluie...



ARIANE KROL
akrol@lapresse.ca

Furieux contre les changements imposés à leur principal programme de soutien, les agriculteurs ont pris le sentier de la guerre. Ou plutôt, le sentier des motoneiges. Si Québec refuse de céder, ils barrent les pistes qui traversent leurs terres, ce qui privera les régions d'importants revenus touristiques. Mais ce scénario, en apparence dramatique, a encore de bonnes chances de connaître un dénouement heureux.

La Financière agricole ne peut pas prendre le risque de faire de nouvelles pertes.

Il faut dire que la scène a un air de déjà-vu. En 2005, à la même période de l'année, l'Union des producteurs agricoles faisait planer une menace identique sur la saison de motoneige. L'enjeu a changé, le président de l'UPA aussi, mais le syndicat agricole est toujours aussi déterminé. Le ministre de l'Agriculture, par contre, est le même qu'il y a cinq ans. Et comme en 2005, Laurent Lessard pourrait bien en arriver à une entente avant la fin de l'année. Le plus tôt sera le mieux. Pas à n'importe quel prix, toutefois.

Rappelons que le conflit porte sur le calcul des paiements que les agriculteurs reçoivent en assurance stabilisation des revenus (ASRA). Un quart des fermes auparavant incluses dans le calcul des coûts de production, les moins

performantes, n'en feront plus partie. Ce qui aura pour effet de réduire les indemnités.

Les producteurs exigent le retrait de ces 25% qui, disent-ils, pousseront plusieurs d'entre eux à la faillite. La Financière agricole, gestionnaire du programme, minimise l'impact de la mesure, jugée indispensable au respect de son budget. Faux, rétorque l'UPA, qui prévoit plutôt des centaines de millions de dollars de surplus.

La situation n'est peut-être pas aussi bloquée qu'il y paraît. Les parties se parlent encore. Le ministre Lessard assure que «le 25%» n'a pas pour but d'engranger des excédents, et il promet de les reverser aux agriculteurs s'il y en a.

Si les prévisions de l'UPA sont justes, ses membres retrouveront leur argent au bout du compte. Et si ces surplus s'avèrent récurrents, la Financière pourra assouplir ses méthodes de calcul. En attendant, elle ne peut pas prendre le risque de faire de nouvelles pertes. Québec a épongé son monstrueux déficit l'an dernier, on ne va pas remettre ça tous les 10 ans.

Le ministère de l'Agriculture, de son côté, pourrait accorder davantage de temps aux fermes les plus touchées par ses mesures, jusqu'à ce que ses programmes visant à améliorer leur rentabilité donnent des résultats.

Le conflit ne sera peut-être pas résolu avant le passage de Laurent Lessard au congrès de l'UPA, mercredi prochain. En 2005, le différend sur la fiscalité municipale avait traîné jusqu'au 21 décembre.

On aimerait cependant que ça se règle plus tôt cette fois-ci. Le ministre prévoit déposer sa nouvelle politique bioalimentaire avant la fin de la session. Un document attendu, qui orientera la façon dont l'agriculture se pratique pour de nombreuses années. Il serait important de pouvoir en discuter dans un climat plus serein que celui qui prévaut actuellement.

RÉGIS LABEAUME TENTE PAR TOUS LES MOYENS DE RENCONTRER STEPHEN HARPER



DROITS RÉSERVÉS / serge.chapleau@lapresse.ca

En raison d'un problème technique, la caricature publiée samedi dernier était incomplète. Nous publions ce matin la version intégrale. Nos excuses.

CONJONCTURE

Le protectionnisme libre

Pas question de laisser des entreprises étrangères s'approprier nos richesses sans contrepartie



PHILIPPE FAUCHER
L'auteur est professeur au département de science politique et chercheur associé au Centre d'études et recherches internationales de l'Université de Montréal (CERIUM.ca).

Pourquoi fallait-il interdire la vente de PotashCorp? Parce que l'ouverture aux échanges commerciaux et la coordination nécessaire des politiques monétaires qui sont associées à la mondialisation ne doivent pas faire oublier la concurrence intense qui sévit sur les marchés internationaux.

Tous les États tentent, avec plus ou moins de bonheur et de transparence, de soutenir les entreprises nationales et de défendre leur marché domestique. Au pays, nos dirigeants appliquent avec constance une stratégie de développement national où alterne la promotion du libre-échange avec des mesures de protectionnisme.

La progression du commerce est essentielle à la croissance de l'économie canadienne. Les gouvernements – les provinces participent aux discussions – sont très actifs à l'échelle internationale pour faire tomber les barrières commerciales et, surtout, par la signature d'accords de libre-échange, protéger nos exportations des velléités protectionnistes conjoncturelles.

Le projet d'accord de libre-échange entre le Canada et l'Europe, amorcé il y a 18 mois, devrait être lancé dès le printemps 2011. Dans la foulée du G20 et du sommet de l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique), le gouvernement canadien a annoncé le lancement de discussions devant mener à des ententes de libéralisation commerciale avec l'Inde et le Japon. Des négociations sont également en cours avec la Corée, la République dominicaine, l'Ukraine, Singapour, le Maroc, la Turquie, le Marché commun des Caraïbes et l'Amérique centrale (Guatemala, Salvador, Honduras et Nicaragua).

Au cours des deux dernières années, huit accords de libre-échange (Colombie, Pérou, Norvège, Jordanie...)



PHOTO REUTERS

Le gouvernement fédéral a finalement bloqué l'achat de PotashCorp par BHP Billiton.

sont entrés en vigueur. L'hyperactivité bilatérale déployée devrait se traduire par un accès aux marchés et donc par des gains pour les entreprises beaucoup plus importants que ce qui aurait été obtenu si la ronde de l'OMC, aujourd'hui suspendue, aboutissait.

À compétence technologique égale, les entreprises canadiennes devraient être avantagées.

Mais la libéralisation a ses limites. Pas question de laisser des entreprises étrangères tirer bénéfice de notre marché ou s'approprier nos richesses sans contrepartie. C'est le principe, en plus d'accéder aux demandes insistantes du gouvernement de la Saskatchewan, qui a prévalu dans la décision du cabinet fédéral de bloquer l'achat de PotashCorp par le consortium anglo-australien BHP Billiton.

Règle générale: les pays n'ont aucun intérêt à se départir de leurs actifs et accroître leur endettement en accueillant sans contrepartie le surplus de liquidités des multinationales étrangères. Cette position défend notre autonomie financière, luxe que les pays en développement, pauvres en capital, ne peuvent pas se permettre. Le choix protectionniste d'Ottawa prévient la

vulnérabilité qui accompagne l'endettement.

Après des attermoissements de près de cinq ans, le gouvernement du Québec a réagi et voté la loi 116 qui accorde au consortium Bombardier Alstom le contrat des voitures du métro de Montréal. Il aura fallu à peine cinq articles dans la nouvelle loi pour réaffirmer l'évidence: les grands équipements collectifs sont réservés aux producteurs locaux.

Dans la mesure où l'ouverture négociée des marchés publics se fait dans le cadre d'accords de libre-échange avec des marchés plus importants (Europe, Inde, Japon), les entreprises canadiennes, à compétence technologique égale et comptant sur l'apport du financement préférentiel autorisé, devraient être avantagées.

Le Canada est une grande puissance économique. Dans le monde, on reconnaît volontiers le pragmatisme tranquille, la régulation prudente qui n'interdit pas l'opportunisme volontariste de nos programmes économiques. Pour les observateurs étrangers, la compétence dont font preuve les gouvernements fédéral et provinciaux ne fait pas de doute.

Ici, on préfère s'indigner des improvisations, incertitudes et autres cafouillages de nos décideurs et, plus généralement, déplorer la dictature du marché et la vulnérabilité partisane à laquelle le monde politique serait soumis. Le contraste est frappant.

La conduite de notre politique économique est un modèle de transparence, ce qui n'interdit pas quelques zones d'ombre. Ainsi, l'application des normes qui régissent le commerce et les multiples conventions internationales auxquelles nous souscrivons est rigoureuse.

L'épisode de PotashCorp ne justifie pas de changer les règles qui s'appliquent aux investissements. Au contraire, le flou actuel entourant l'application des critères autorisant les investissements étrangers assure une marge de manœuvre indispensable. Pour nous, comme pour nos partenaires, l'affirmation souveraine n'est pas négociable. Le reste du monde ne nous en estime pas moins.

À BIEN Y PENSER

Nous agissons en petits Québécois pleutres et trouillards! Cette pétition pour faire démissionner Jean Charest, c'est facile, c'est du chialage de cuisine. Si on ne désire pas que Jean Charest soit là, ou son parti, il y a une façon bien facile qui nous est offerte: aller voter et mettre une croix à l'endroit de notre choix quand c'est le temps. Là, on pourra jaser!

— Lucie Raymond, Montréal

FORUM

Les bleuets et les citrouilles



ALAIN DUBUC
COLLABORATION SPÉCIALE
adubuc@lapresse.ca

Le message que les citoyens ont envoyé par l'entremise de notre sondage CROP est sans appel. Au total, 83 % d'entre eux croient que le Québec est corrompu. Ils ne font pas confiance aux politiciens pour faire le nettoyage. Et si leur colère est largement dirigée contre le gouvernement Charest, qui souffre d'un taux d'insatisfaction record, elle affecte l'ensemble de la classe politique.

On a un peu perdu les pédales. Il faudrait respirer par le nez et retrouver un sens des proportions. En commençant par regarder ce qui se passe ailleurs pour mettre les choses en perspective, que ce soit la corruption institutionnalisée du système politique américain où les millions des lobbies peuvent carrément acheter des votes, ou encore l'affaire Karachi en France, avec son système de pots-de-vin pour la vente d'armes. Sans vouloir banaliser les choses, ce qui se passe ici, c'est de la petite bière.

Pourtant, bien des Québécois ont maintenant l'impression que leur province est une espèce de Sicile septentrionale. Cela tient en partie au refus de Jean Charest de tenir une commission d'enquête sur la construction, ce qui a contribué à nourrir les pires soupçons. Mais cela s'explique beaucoup par l'effet cumulatif des révélations qui s'additionnent jour après jour.

Le principal problème dont souffre le Québec, c'est son industrie de la construction.

Le portrait qu'elles permettent de tracer est très inquiétant, mais il propose une image déformée de la réalité, parce qu'on mélange tout, qu'on additionne des pommes et des oranges, que dis-je, des bleuets et des citrouilles, qu'on amalgame des éléments d'importance et de nature bien différentes. On a l'impression d'être devant une affaire si énorme qu'on ne sait plus par quel bout la prendre, et on rêve d'une commission d'enquête qui porterait sur la corruption en général, une aventure si vaste et si imprécise qu'elle serait vouée à l'échec.

Si on veut régler les problèmes, il faut faire exactement le contraire, ne pas tout amalgamer, ne pas partir dans toutes les directions, mais décomposer le dossier pour bien identifier les enjeux.

Depuis des mois, on a mis dans le même panier des infractions mineures à la loi électorale, comme dans le cas de l'ex-candidat à la mairie Jacques Duchesneau, et des événements extrêmement graves, comme la collusion d'entreprises de construction dans des contrats publics. On a confondu des faits et des allégations. On a également eu tendance à abuser du mot « corruption ». Des infractions à la loi électorale ne sont pas des cas de corruption, les influences partisans dans la nomination des juges non plus.

Si on se concentrait sur l'essentiel? Dans ce vaste dossier, le principal problème dont souffre le Québec, c'est son industrie de la construction, pourrie par la présence de la mafia et du crime organisé, de pratiques illégales de collusion, de violence et d'intimidation pour limiter la concurrence, de liens troublants entre le monde syndical et celui du crime. Voilà le grand problème et il ne date pas d'hier, il n'a pas été provoqué par les pratiques du financement politique.

L'autre enjeu, qui est une conséquence du premier, c'est que le monde municipal a été un maillon faible dont a profité l'industrie de la construction. Le bobo est dans les villes, pas à l'Assemblée nationale – un système de collusion mis à jour à Montréal, des maires trop proches de l'industrie, des fonctionnaires municipaux qui doivent quitter leurs fonctions.

C'est de cela qu'il faut s'occuper. Il faudra plus que des enquêtes policières, mais pas une commission d'enquête tous azimuts, pas un grand psychodrame collectif. Ce dont on a besoin, c'est d'un exercice pour analyser l'industrie, sa structure de coûts, repenser le régime syndical, imposer la concurrence. Si le premier ministre Charest l'avait compris, et s'il avait agi, il ne serait pas à 23 % dans les sondages.

À VOTRE TOUR



Marc Lambert tient à Noël et à sa signification.

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

Préservons nos traditions

Pour le respect de tous les miens, peu importe vos croyances

MARC LAMBERT
Montréal

Depuis quelques années, bien des gens tentent, durant la période des Fêtes, de trouver des moyens de plaire à tout le monde ou de ne déplaire à personne. On a entendu des « joyeux décembre », « joyeuses Fêtes », « heureuses Fêtes » et même « joyeux hiver ». Dans certains lieux publics, un peu partout au pays, on a même retiré les sapins de Noël. Je trouve difficile de renier mes origines, mes traditions.

Lorsque j'étais petit, mon grand-père paternel organisait une grande fête pour toute la famille dans le coin de Saint-Norbert. Je ne me souviens pas de tout, car j'étais beaucoup trop jeune, mais l'odeur qui se dégageait de la maison est toujours présente dans ma mémoire, même 50 ans après. Lorsque mon grand-père est mort, ma grand-mère a pris la relève, allant jusqu'à louer une salle pour accueillir la famille de plus en plus nombreuse. On était mieux d'avoir une bonne raison si on voulait rater ce rendez-vous annuel, car ma grand-mère n'avait pas la langue dans sa poche. Nous chantions et dansions

toute la nuit en plus de manger ce que nous avaient concocté toutes les femmes du clan. Mes souvenirs sont beaucoup plus clairs de cette époque parce que j'avais en âge et la joie de revoir cousins et cousines me comblait de bonheur.

Au décès de ma grand-mère, mon parrain et ma marraine ont repris le flambeau, invitant toute la famille à festoyer dans leur douillette maison de l'avenue De Lorimier. Mon artiste

un court laps de temps, lui qui normalement était si timide, si renfermé. J'aurais tellement aimé le lui dire de vive voix...

Lorsque mon père est mort, les grandes fêtes se sont tues avec lui. Comme si le dernier vestige de notre passé familial venait de se briser. Mon parrain n'a plus jamais été le même, ma mère non plus d'ailleurs. Ma mère organisait quelques soupers ici et là, certains de mes oncles ten-

Lorsque mon père est mort, les grandes fêtes se sont tues avec lui. Comme si le dernier vestige de notre passé familial venait de se briser.

de père jouait de la guitare et chantait toutes les chansons du répertoire, en plus des chansons à répondre un peu plus grivoises, plus l'heure avançait. Il était un raconteur hors pair et il faisait rire tout le monde. Tout le clan était suspendu à ses lèvres. Je me souviens tellement de cette période de ma vie d'ado. J'admirais tellement les talents de cet homme qui semblait renaître à tous les ans. Il devenait le centre d'attraction de la famille pour

taient de remplacer l'irremplaçable, mais en vain.

Aujourd'hui, je me souviens, je me rappelle et je raconte... En mémoire de mes grands-parents, de mon père et de ma mère, peu importe vos croyances religieuses, peu importe votre pays d'origine, peu importe votre allégeance politique, pour le respect de tous les miens...

Je vous souhaite un très joyeux Noël.

Tout de suite!

NORMAND CHATIGNY, MICHEL HÉROUX, DENYS LAROSE ET JEAN-NOËL TREMBLAY

Les auteurs habitent la région de Québec.

Le lendemain de l'Halloween ont commencé les publicités télévisées pour Noël. Le lendemain. Pas de répit pour la consommation des dernières bébelles, des derniers gadgets. Consommer le plus possible dès maintenant grâce à un crédit illimité ou presque, voilà l'inquiétante (ou désolante) réalité d'aujourd'hui.

Nous vivons à une époque étrange dans son rapport au temps. Rien ne sert de se lamenter sur les temps passés ou de sombrer dans la nostalgie. Le XXI^e siècle est ce qu'il est, et on ne pourra pas le changer. Mais des individus pourraient vouloir se changer pour ne pas être totalement à la merci de cette ère qui est la nôtre. Nous vivons constamment dans l'urgence, dans une immédiateté nourrie par des médias omniprésents et omnifascinant. C'est une urgence artificiellement créée et entretenue, certes, mais dans la perception générale, c'est une urgence tout de même. Quelle était la crise de la semaine dernière? Du mois dernier? On ne sait pas et on ne veut pas le savoir! Je me contente de là, tout de suite. Je veux le dernier gad-

get. Pas demain. Aujourd'hui. Appris par texto sur mon portable ou par Twitter, oublié dès le « twit » suivant.

Notre rapport au temps a changé, et probablement pas pour le mieux. Il fut, croyez-le ou non, une époque où l'homme vivait avec le temps, conscient du passé, actif au présent et ouvert sur l'avenir, le sien et ceux de ses enfants. On voulait se souvenir pour mieux organiser le présent et apprivoiser l'avenir. Cela demandait réflexion, méditation même, car l'avenir est en partie ce que nous décidons d'en faire. L'avenir peut se modeler, si on le veut. Cela n'est plus et on a presque oublié qu'il n'y a pas toujours adéquation entre changement et progrès humain.

Qui sait, tout a peut-être commencé par ce vieil adage du siècle dernier voulant que « le temps, c'est de l'argent ». Les nouvelles technologies de l'information sont venues river le clou dans le cercueil de la méditation et de la réflexion. L'irruption des jouets électroniques, sans lesquels vous n'existez pas, a fait le reste. En parallèle, les médias électroniques ont triomphé. Autrefois, on disait qu'une image valait mille mots. Aujourd'hui, l'image, dévalorisée et abusée, ne vaut pas plus que la suivante. Mille images ne valent plus un mot.

Et la publicité est venue consacrer, dans l'esprit populaire, l'ère de la consommation. On n'attend plus, on ne veut plus attendre. Je veux tout, tout de suite, je veux me satisfaire aujourd'hui, maintenant. Le passé? Inutile et encombrant. L'avenir? On s'en fout. Je consomme, donc je suis.

Marx a pu écrire que la religion était l'opium du peuple. On constate que la consommation abusive et incessante est maintenant la nouvelle religion mondiale. Tous sont soumis aux grands-messes permanentes des médias électroniques dont les contenus ne servent qu'à remplir le temps en vue de garder captif le téléspectateur et l'exposer à ce qui est important, la propagande commerciale. Il

La consommation abusive et incessante est maintenant la nouvelle religion mondiale.

est difficile d'échapper à cet assaut de la publicité, à la télévision, dans le cellulaire et d'autres outils qui contribuent à la perte du sens du temps.

L'espérance de vie s'accroît en même temps que l'urgence de vivre. Quel paradoxe! Mais le sens du temps et une consommation maîtrisée, voilà qui s'apprend, tout comme une certaine simplicité volontaire. La vitesse et la frénésie qu'impliquent le je, me, moi, tout de suite ne pourront pas durer toujours. L'ère de la révolusion approche probablement chez beaucoup d'entre nous...

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse. Itée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

Une victoire de rêve.

TELUS félicite les Alouettes pour leur belle victoire
en finale de la Coupe Grey.

Grâce à votre appui, les enfants gagnent aussi. Pour chaque téléchargement de
l'application LCF mobile de TELUS en novembre, TELUS a donné 1\$ à KidSport^{MC}.
TELUS, partenaire officiel de la LCF.



Fière partenaire des
Alouettes de Montréal



 **TELUS**

le futur est simple^{MD}

